



Modification n°1 du PLU de Libourne (33)



**Dossier de saisine de l'Autorité Environnementale dans le cadre d'une
procédure d'examen au cas par cas**



SARL METROPOLIS, atelier d'urbanisme
10 rue du 19 Mars 1962
33 130 BEGLES

Le présent dossier est déposé par :

Communauté d'Agglomération du Libournais
21 avenue du Maréchal FOCH
33 500 LIBOURNE

Le présent dossier a été réalisé par :



SARL METROPOLIS, atelier d'urbanisme
10 rue du 19 Mars 1962
33130 BEGLES

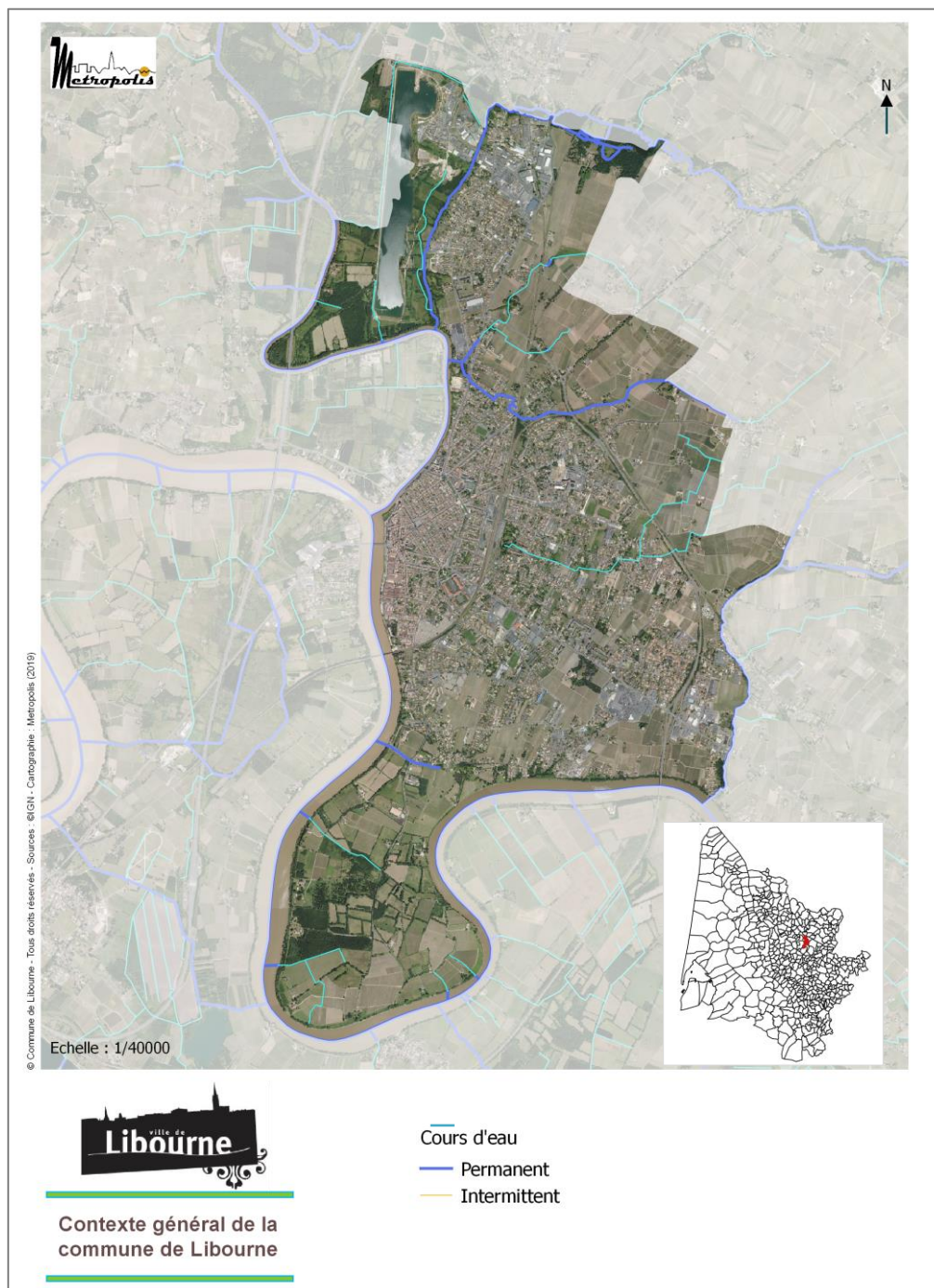
SOMMAIRE

SOMMAIRE	5
PREAMBULE.....	6
1. Objet de la procédure	6
2. Objectif de la note	8
DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET DE MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME	9
CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE.....	13
ANALYSE DES INCIDENCES POTENTIELLES LIEES A LA MODIFICATION N°1 DU PLU.....	33
1. Préambule	33
2. Rappel des évolutions attendues suite à la modification n°1 du PLU de Libourne.....	33
3. Analyse synthétique des incidences potentielles notables de la modification du PLU de Libourne sur l'environnement.....	35
3.1. <i>Changement de destination</i>	35
3.2. <i>Modification de l'article 2 et de l'article 9 de la zone A</i>	36
3.3. <i>Servitude de mixité sociale dans les zones UA, UB, UC et 1AU</i>	37
3.4. <i>Modification de l'article 3 du règlement des zones UA, UB, UC, UE, UY, 1AU, 1AUe, 1AUy, A et N</i> 38	38
3.5. <i>Modification de l'article 8 du règlement des zones UA, UB, UC, UE, UY, 1AU, 1AUe, 1AUy, A et N</i> 38	38
3.6. <i>Modification de l'article 12 du règlement de la zone UB</i>	39
3.7. <i>Modification de l'article 9 du règlement de la zone UC</i>	39
3.8. <i>Modification de l'article 11 du règlement de la zone UC</i>	39
3.9. <i>Rectification d'une erreur de localisation d'un élément de patrimoine</i>	40
3.10. <i>Reclassement de la parcelle AX142, rue des Dagueys</i>	40
3.11. <i>Reclassement des parcelles BC182, 188, 190, 191, 198 et 199</i>	41
3.12. <i>Mise à jour des servitudes d'utilité publique</i>	42
3.13. <i>Modification de l'OAP de Monsabert</i>	43
ANNEXES.....	53

PREAMBULE

1. OBJET DE LA PROCEDURE

Le présent dossier concerne le projet de modification n°1 du PLU de Libourne, commune située dans le département de la Gironde (33) et comprise dans le périmètre de la Communauté d'Agglomération du Libournais (CALI).



Focus sur la commune de Libourne

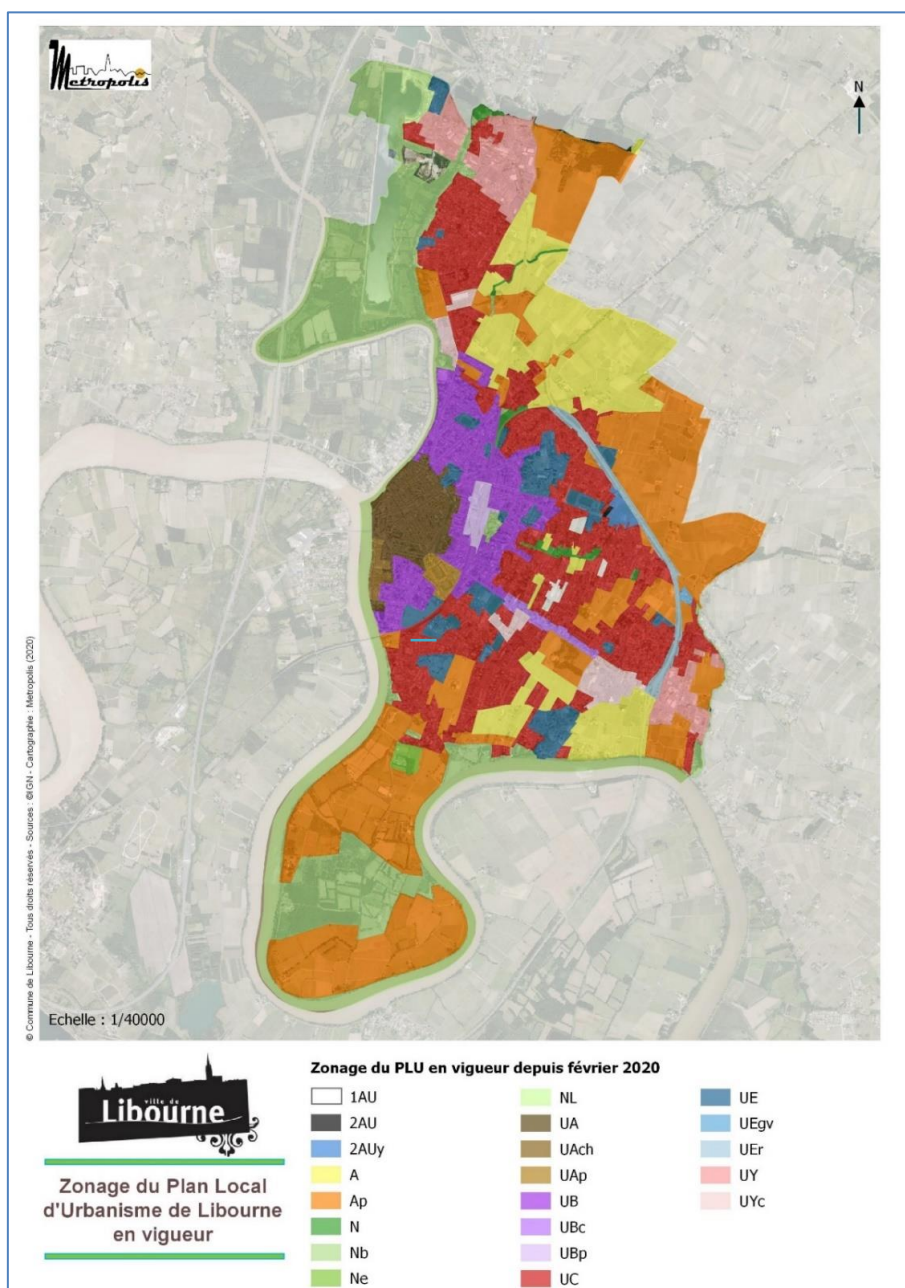
La commune est couverte par un Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 15 décembre 2016, puis modifié en février 2020.

L'élaboration du PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale et d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000.

La déclaration de projet et mise en compatibilité du PLU de Libourne a fait l'objet d'une évaluation environnementale et d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000. La MRAE a rendu son avis le 28 août 2017 (Avis N°2017ANA112).

La modification simplifiée N°1 n'a pas été soumise à évaluation environnementale, en vertu de la décision de la MRAE du 2 janvier 2020 (avis N°2020DKNA1).

Les révisions à objet unique n°2, 4, 5 et 6 ont chacune fait l'objet d'une évaluation environnementale et d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000. La MRAE a rendu ses avis le 15 janvier 2021 (Avis N° 2021ANA3, 2021ANA4, 2021ANA5, 2021ANA6).



2. OBJECTIF DE LA NOTE

Les éléments présentés ci-après doivent permettre à l'Autorité Environnementale d'apprécier les incidences prévisibles sur l'environnement liée au projet de modification n°1 du PLU de Libourne. Sur la base de ces éléments, il s'agit pour le service instructeur de se prononcer sur la nécessité, ou non, de soumettre la procédure de modification du PLU à un processus d'évaluation environnementale.

Les rubriques constitutives de cette note sont les suivantes :

- Description des caractéristiques principales du projet de modification du PLU ;
- Caractéristiques du territoire, particulièrement d'un point de vue environnemental ;
- Pré-analyse des incidences potentielles du projet de modification du PLU sur l'environnement et la sécurité des personnes et des biens ;
- Annexe(s)

DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET DE MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le projet de modification du PLU de Libourne est lié à plusieurs objets. Le rappel de ces derniers est synthétisé dans le tableau ci-après.

➡ *Voir également la notice explicative associée à la procédure.*

Objets	Objectif(s)
Changement de destination sur le Châtelet Petit Beauséjour	<p>Le propriétaire de la parcelle AH134 (Châtelet Petit Beauséjour) souhaite faire acter le changement de destination de la construction ancienne sur ces parcelles, actuellement à vocation d'habitation.</p> <p>Le propriétaire souhaite mettre en location son bien immobilier, soit à vocation de logement (comme actuellement), ou bien pour des bureaux.</p>
Modification de l'article 2 et de l'article 9 de la zone A	<p>L'article A2.2 autorise l'extension d'une habitation existante à hauteur de 20 % de la surface de plancher existante. Cela signifie qu'un propriétaire ou un agriculteur qui loge dans son habitation sur site exploitation ne peut faire qu'une extension très limitée, d'autant plus si la superficie initiale est contenue. Cela complexifie également les regroupements familiaux.</p> <p>L'objectif est donc de permettre l'extension des habitations, sans remettre en cause leur caractère limité.</p>
Servitude de mixité sociale dans les zone UA, UB, UC et 1AU	<p>L'étude de revitalisation de la Bastide menée en 2017 a mis en évidence la faible proportion de logements sociaux publics dans la Bastide (environ 8% du parc de la Bastide) et dessiné un véritable enjeu de transformation vers un parc social pérenne. Il s'agit également de répondre par là même aux enjeux de la loi SRU, déclinés dans le PLH.</p>
Modification de l'article 3 du règlement des zones UA, UB, UC, UE, UY, 1AU, 1AUe, 1AUy, A et N	<p>L'article 3 définit les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès au voies ouvertes au public.</p> <p>En chapeau de cet article, il est fait référence à un article du Code de l'Urbanisme, le R111-5, qui ne peut pas être applicable sur le territoire d'une commune dotée d'un PLU. Il est proposé de le retirer.</p>

Modification de l'article 8 du règlement des zones UA, UB, UC, UE, UY, 1AU, 1AUe, 1AUy, A et N	<p>L'article 8 définit les prescriptions en matière d'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même parcelles ou une même unité foncière.</p> <p>Un contentieux a mis en évidence une « incohérence » entre l'article 8 et l'article 7. Cela se répète pour chaque zone.</p> <p>Il s'agit donc ici de lever cette confusion.</p>
Modification de l'article 12 du règlement des zones UB	<p>L'instruction d'autorisation d'urbanisme dans les zones UB a soulevé des problèmes de gestion du stationnement, notamment pour lors de changement de destination des constructions existantes.</p> <p>Une adaptation du règlement est nécessaire.</p>
Modification de l'article 9 du règlement de la zone UC	<p>Afin de limiter la division parcellaire, le PLU a produit des règles très contraignantes en zone UC, y compris pour l'extension des constructions existantes. Toutefois, il ne limite pas suffisamment l'emprise au sol de ces dernières.</p> <p>La règle est donc modifiée.</p>
Modification de l'article 11 du règlement de la zone UC	<p>L'article 11 définit les prescriptions réglementaires en matière d'aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords.</p> <p>L'objectif est ici d'interdire l'usage du PVC pour les clôtures et les portails.</p>
Rectification d'une erreur de localisation d'un élément du patrimoine	<p>Dans l'annexe du règlement concernant le patrimoine bâti, il a été constaté une erreur de nomenclature. En outre, une erreur de localisation de cet élément de patrimoine est observée.</p> <p>La correction est donc apportée.</p>
Reclassement de la parcelle AX142 en zone UC	<p>Un propriétaire souhaite reclasser son jardin, actuellement en zone UY, en zone UC afin de permettre un regroupement familial.</p>
Reclassement des parcelles BC182, 188, 189, 190, 191, 198 et 199	<p>Un ensemble de parcelles, en zone UC, accueille aujourd'hui un bâtiment à vocation artisanal et commercial. Un projet économique de commerce de restauration rapide est en cours. Il jouxte l'actuelle zone UYc, dont le règlement est plus approprié.</p> <p>L'objectif est de reclasser ces parcelles UC en UYc.</p>
Mise à jour des servitudes d'utilité publique	<p>Depuis l'approbation du PLU de Libourne en 2016, 3 arrêtés pour mettre à jour des servitudes d'utilité publique ont été pris par la CALI.</p> <p>Le tableau des servitudes et le plan associé est complété</p>

Modification de l'OAP de Monsabert	<p>L'orientation d'aménagement, à l'époque de l'élaboration du PLU, devait organiser la connexion inachevée de deux tissus urbains pavillonnaires, tout en reliant transversalement deux voies rayonnantes (rue du Général Monsabert et route de St Emilion).</p> <p>Afin de tenir compte de la réalité foncière et pour faciliter l'opérationnalité de cette OAP, la présente modification apporte un certain nombre d'adaptations sur le site de Monsabert.</p>
---	---

Les changements attendus par la procédure de modification n'induisent aucune évolution notable quant aux perspectives de développement urbain et démographique, telles que projetées dans le PLU actuellement en vigueur.

En revanche, les modifications apportées au zonage entraînent une évolution mineure des surfaces globales du PLU de Libourne.

Tableau des surfaces

Type de zone	PLU approuvé en 2016 modifié en 2020		PLU modifié par la présente procédure	
	Surfaces en hectares	Surfaces en %	Surfaces en hectares	Surfaces en %
Total zones U	819,95	39,73%	819,95	39,73%
UA	58,85	2,85%	58,85	2,85%
UAch	6,78	0,33%	6,78	0,33%
UAp	9,07	0,44%	9,07	0,44%
UA Lyrot	0,14	0,01%	0,14	0,01%
UB	131,47	6,37%	131,47	6,37%
UBc	8,59	0,42%	8,59	0,42%
UBp	10,27	0,50%	10,27	0,50%
UB Grelot	0,42	0,02%	0,42	0,02%
UC	378,65	18,35%	378,98	18,37%
UE	82,32	3,99%	82,32	3,99%
UEgv	1,35	0,07%	1,35	0,07%
UEr	21,91	1,06%	21,91	1,06%
UY	79,38	3,85%	79,06	3,83%
UYc	30,76	1,49%	31,24	1,51%
Total zones A	778,14	37,71%	778,14	37,71%
A	240,47	11,65%	240,47	11,65%
Ap	537,68	26,06%	537,68	26,06%
Total zones N	445,42	21,58%	445,42	21,58%
N	11,49	0,56%	11,49	0,56%
Nb	419,86	20,35%	419,86	20,35%
Ne	6,38	0,31%	6,38	0,31%
NL	7,81	0,38%	7,81	0,38%

Total zones AU	20,07	0,97%	20,07	0,97%
1AU	5,67	0,27%	5,67	0,27%
1AUe	2,99	0,14%	2,99	0,14%
1AUy	5,20	0,25%	5,20	0,25%
2AU	0,47	0,02%	0,47	0,02%
2AUy	5,75	0,28%	5,75	0,28%
Total	2063,58	100,00%	2063,58	100,00%

Bilan des évolutions apportées sur les éléments identifiés :

- *en qualité d'Espace Boisé Classé* : pas d'évolution ;
- *au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme* : évolution par l'augmentation des surfaces des éléments identifiés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme : **ajout** de 1017 m² soit un total de 102,55 hectares protégés au titre de l'article L.151-19 CU.
- *au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme* : évolution par l'augmentation des surfaces identifiées au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme : **ajout** de 3 082 m², qui sont ainsi protégés.

CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE

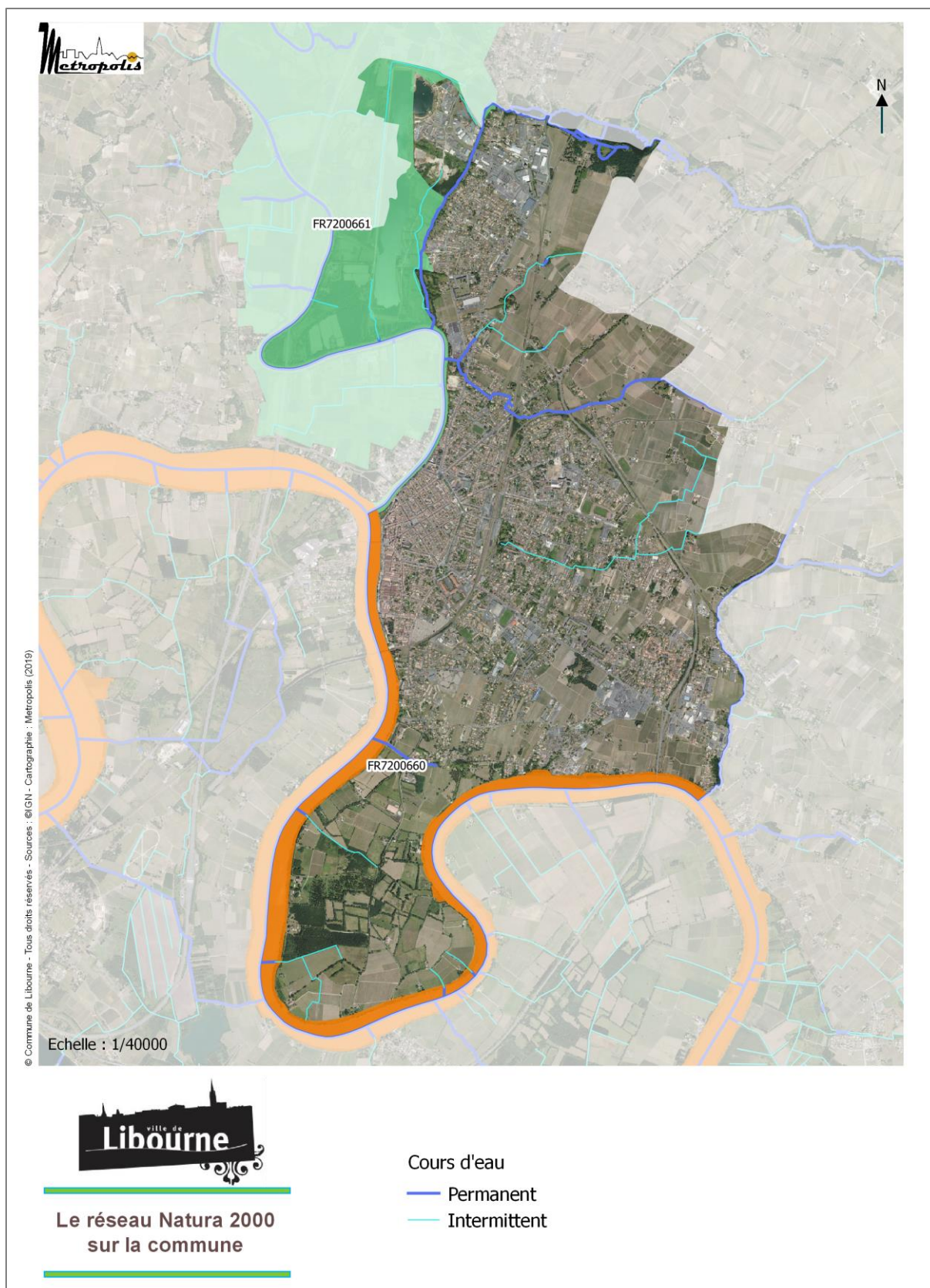
Les principaux éléments de contexte environnemental dans lequel s'inscrit la commune, sont rappelés dans les tableaux suivants.

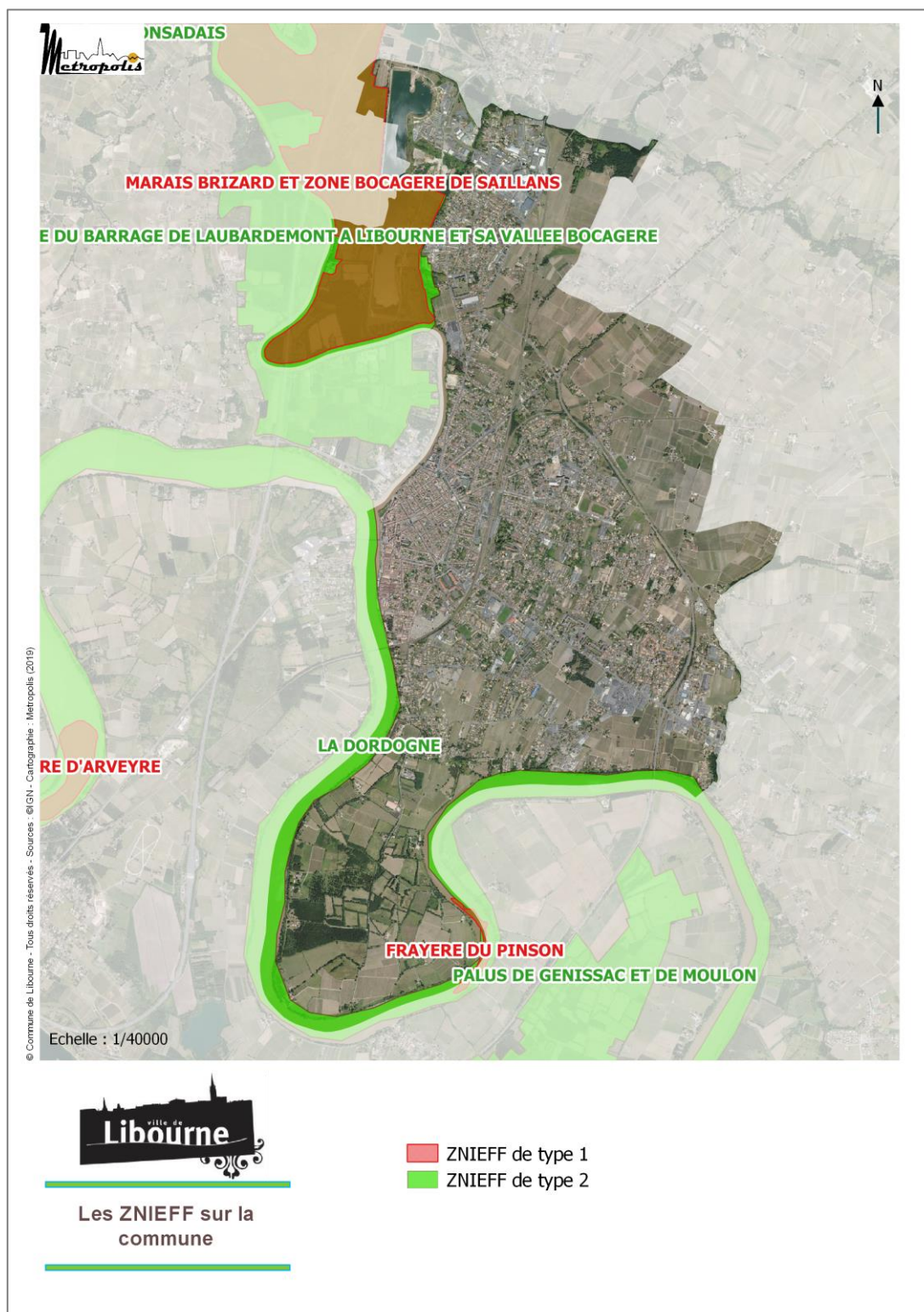
Contexte écologique et paysager	
Source : DREAL Nouvelle Aquitaine ; site Géoportail (pour la cartographie des mesures compensatoires d'atteinte à la biodiversité prescrites et diffusées par le CEREMA) ; portail cartographique de l'Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle-Aquitaine	
Périmètre(s) d'inventaire	<p>La commune de Libourne recense plusieurs périmètres d'inventaire (en tout ou partie) sur son territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 ZNIEFF de type 1 : <ul style="list-style-type: none"> ○ Frayère du Pinson ; ○ Marais Brizard et zone bocagère de Saillans ; - 2 ZNIEFF de type 2 : <ul style="list-style-type: none"> ○ La Dordogne ; ○ L'Isle du barrage de Laubardemont à Libourne et sa vallée bocagère ; <p>➔ Cf. Cartographie dans les pages suivantes</p>
Périmètre(s) réglementaire(s)	<p>La commune de Libourne recense :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 sites Natura 2000 : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le site FR7200660 « La Dordogne » ; ○ Le site FR7200661 « Vallée de l'Isle de Périgueux à sa confluence avec la Dordogne ». - 2 sites inscrits : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les quartiers anciens ; ○ La Place Abel Surchamp. <p>En revanche, elle ne répertorie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucun Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope ; - Aucune Réserve Naturelle Nationale ou Régionale ; - Aucun site classé. <p>Il convient de préciser que la commune de Libourne dispose d'une Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), approuvé le 24 septembre 2014.</p> <p>➔ Cf. Cartographie dans les pages suivantes</p>
Périmètre(s) de protection par maîtrise foncière	<p>La commune de Libourne n'est concernée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucun périmètre d'intervention du Conservatoire des Espaces Naturels d'Aquitaine ; - aucun périmètre Espace Naturel Sensible (ENS) ; - aucune zone de préemption Espace Naturel Sensible (ZPENS).
Autre(s) donnée(s)	<p>La commune de Libourne est concernée par l'inscription de mesures compensatoires prescrites dans le cadre des atteintes à la biodiversité (consultation de la base de données mise à disposition par le CEREMA au 04/06/2021). Celles-ci sont liées au projet de la ZAE Ballastières-Dagueys et</p>

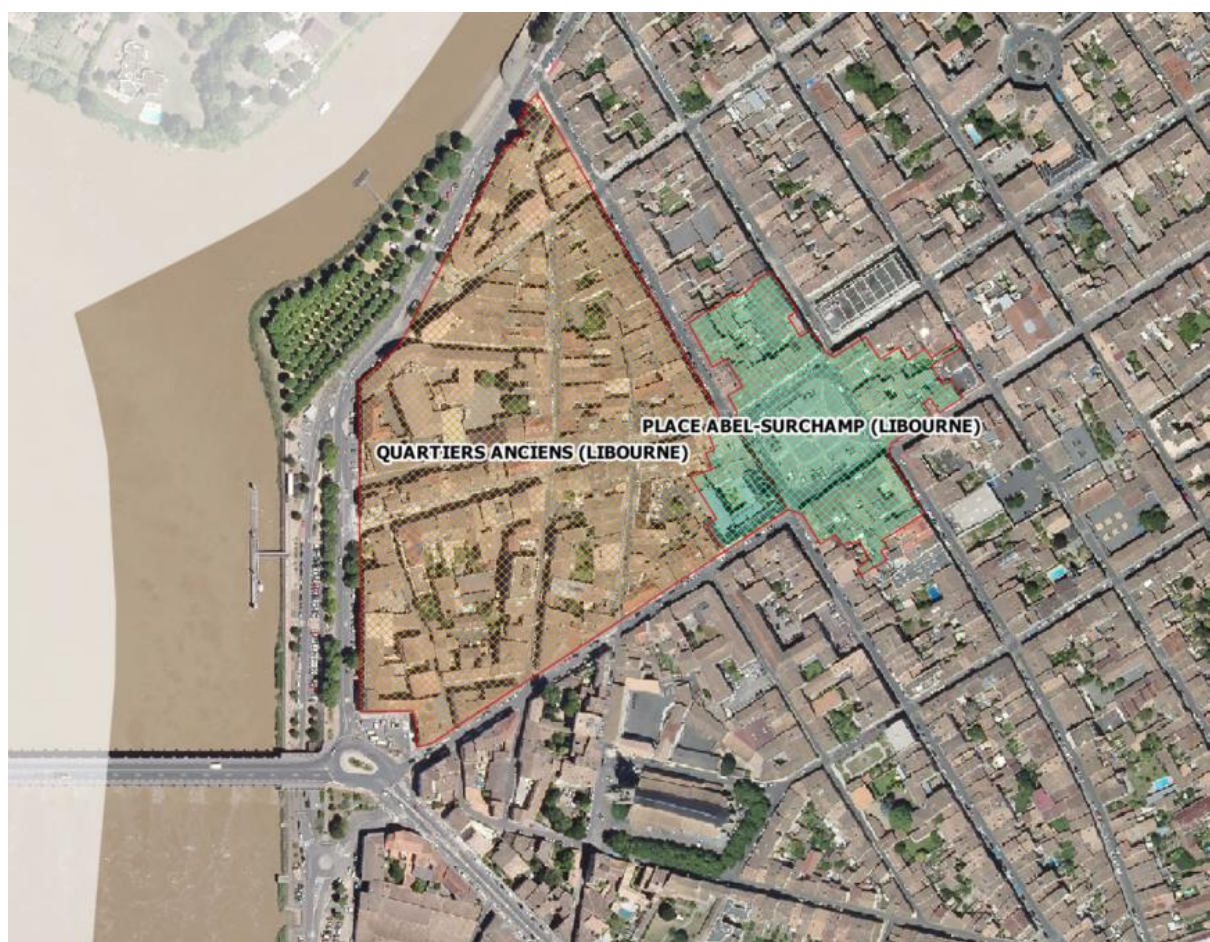
du centre aquatique de Libourne, et au projet de protection des berges de l'Isle à Libourne (*source : Géoportail*).

Une Trame Verte et Bleue a été déterminée à l'échelle de la commune, dans le cadre du PLU.

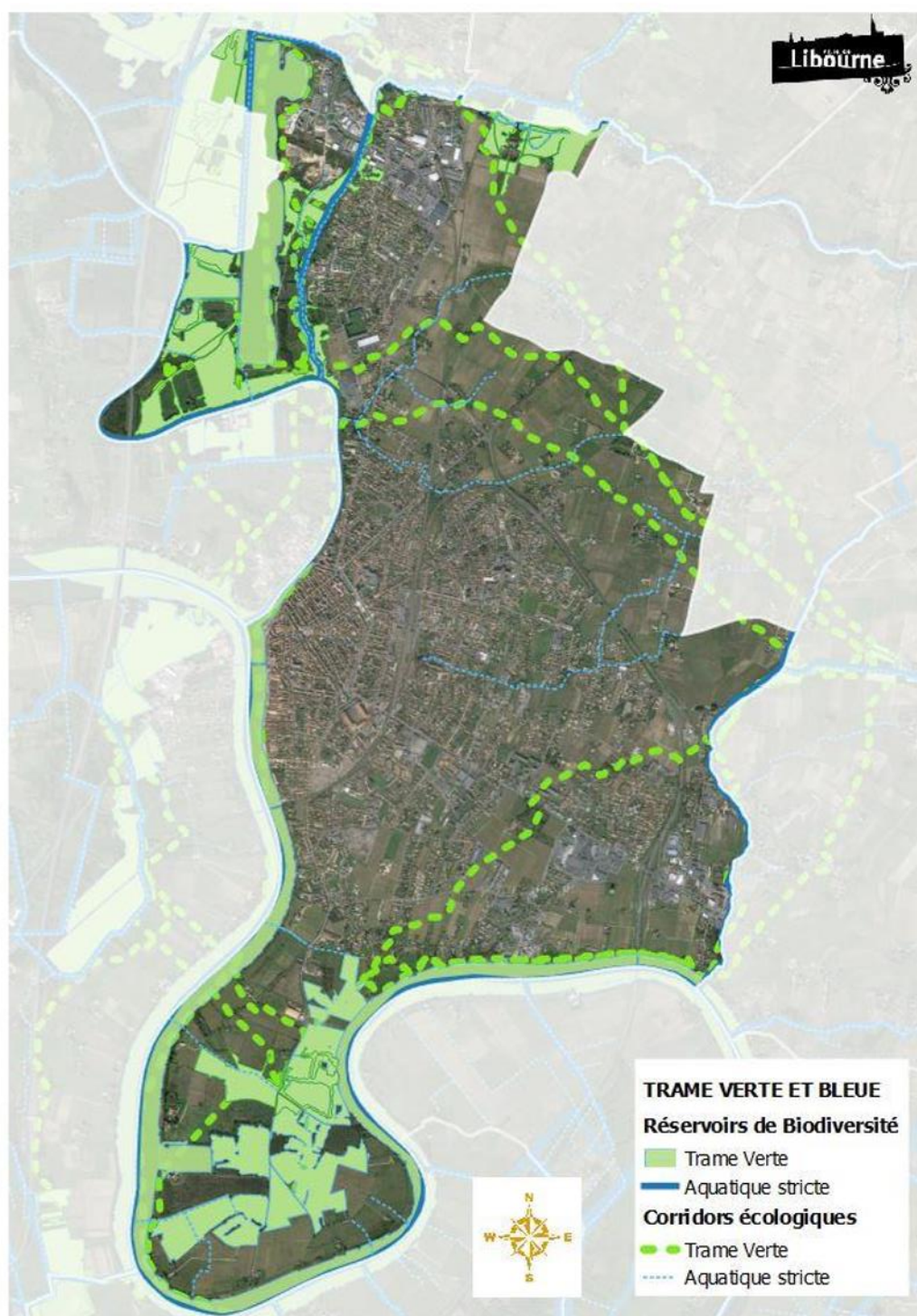
➡ *Cf. Cartographies dans les pages suivantes*



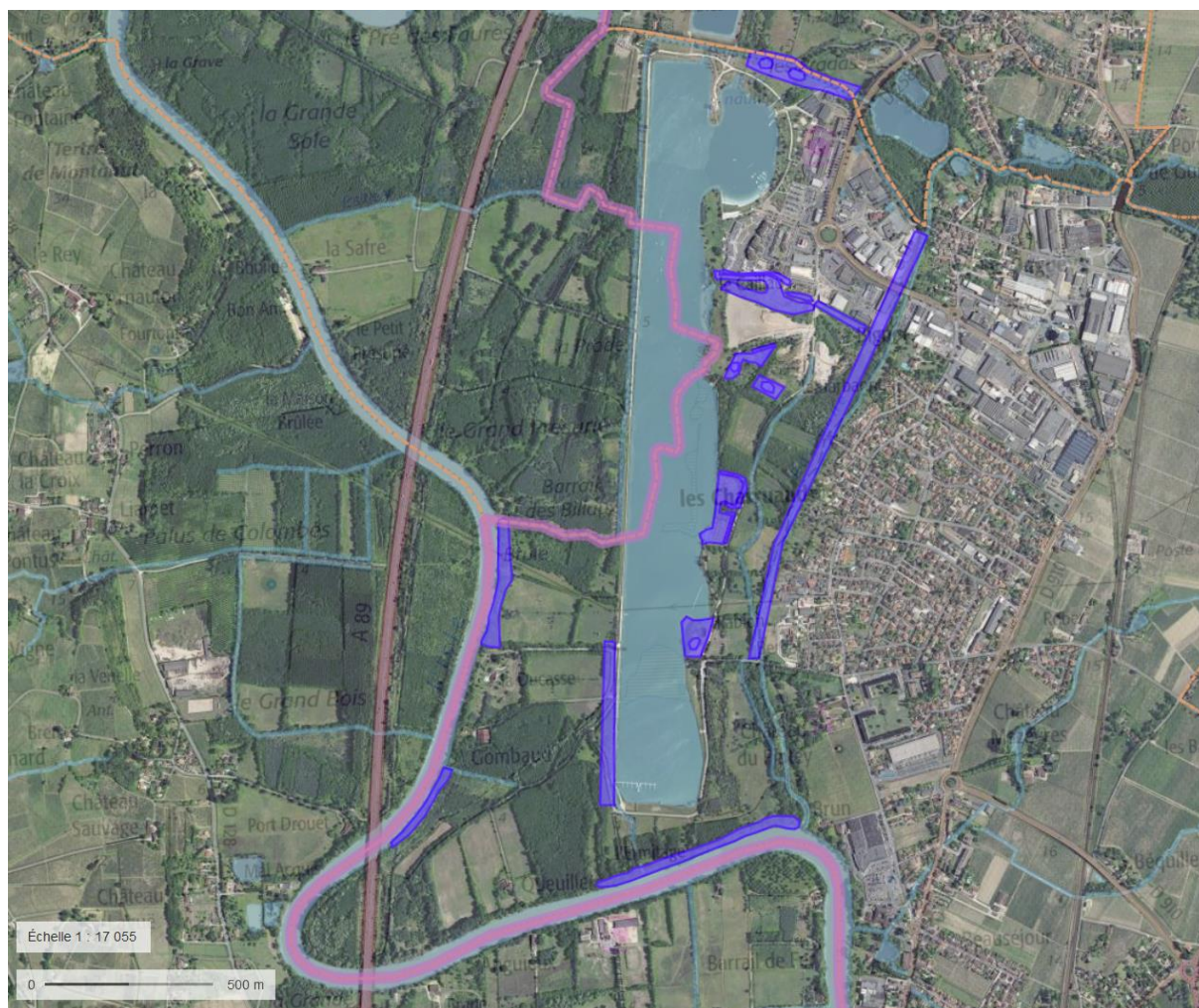




Les sites inscrits répertoriés sur la commune de Libourne



Trame Verte et Bleue à l'échelle de Libourne



Etat des mesures compensatoires prescrites dans le cadre des atteintes à la biodiversité (consultation de la base de données mise à disposition par le CEREMA au 04/06/2021 – Données : Géoportail).

Éléments de contexte sur les risques, les nuisances et les pollutions

Source : DDRM Gironde, site Géorisques (consultation au 04/06/2021), DDTM Gironde, DREAL Nouvelle Aquitaine, base de données BASOL (consultation au 30/06/2021).

Risques naturels et technologiques

Selon le DDRM de Gironde, dans sa version révisée et approuvée le 8 mars 2021, la commune est concernée par :

- Deux risques naturels majeurs :
 - o le risque inondation ;
 - o le risque lié au retrait-gonflement des argiles
- Un risque technologique majeur : la rupture de barrage.

Par rapport aux **risques naturels**, la commune de Libourne :

- est considérée comme exposée à un territoire à risque important d'inondation (TRI de Libourne) ;
- fait l'objet d'un programme de prévention : PAPI de la Dordogne
- est soumise aux prescriptions d'un PPRI : le PPRI Vallées de la Dordogne et de l'Isle – secteur du Libournais, approuvé le 16/06/2003.

Par rapport **aux porter à connaissance que sont les cartes d'aléas du BRGM** :

- *Aléa retrait-gonflement des argiles* : la commune se caractérise par un aléa de niveau moyen sur l'intégralité de son périmètre (*rappel de la limite d'interprétation de la carte fixée par le BRGM : 1/50000*).
- *Remontée de nappes souterraines* : globalement, la commune est partiellement exposée à l'aléa remontée de nappes souterraines, notamment aux inondations de caves (*rappel de la limite d'interprétation de la carte fixée par le BRGM : 1/100000*).

Selon la base de données Géorisques, la commune :

- ne recense pas de cavités souterraines abandonnées ;
- recense **un mouvement de terrain**, lié à l'érosion des berges (près de la rue Louise Michel) ;

Par rapport aux **risques technologiques**, la commune de Libourne :

- n'est concernée par aucun PPRT ;
- n'est pas traversée par des canalisations de transport de matières dangereuses.

➡ Cf. Cartographies dans les pages suivantes

Nuisances et pollutions

Selon la base de données Géorisques, la commune de Libourne :

- est concernée par 8 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). **Aucune n'est de type SEVESO.**

Les ICPE répertoriées dans la base de données nationale au 04/06/2021, sont présentées dans le tableau suivant.

Nom établissement	Numéro d'inspection	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Etat d'activité	Priorité nationale	IED-MTD
CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE	0031.03445	Enregistrement	Non Seveso	En fonctionnement	Non	Non
SFCME	0052.00001	Enregistrement	Non Seveso	En fonctionnement	Non	Non
CEVA SANTE ANIMALE (ex SANOFI)	0052.00894	Enregistrement	Non Seveso	En fonctionnement	Non	Non
AROLI-PARIS(EX)	0052.00896	Inconnu	Non Seveso	En cessation d'activité	Non	Non
ETABLISSEMENTS JEAN PIERRE MOUEIX	0052.05308	Enregistrement	Non Seveso	En fonctionnement	Non	Non
CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE	0052.07384	Enregistrement	Non Seveso	Cessation déclarée	Non	Non
LYCEE PROFESSIONNEL HENRI BRULLE	0052.11448	Enregistrement	Non Seveso	En fonctionnement	Non	Non
COLOMES	0052.13107	Inconnu	Non Seveso	En cessation d'activité	Non	Non

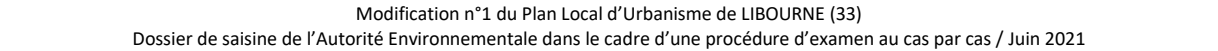
- répertorie deux sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics (BASOL, selon la base de données au 15/05/2020) :
 - *l'ancienne usine à gaz – centre EDF-GDF Services* : située au Sud-Est du centre-ville de Libourne, d'une superficie totale d'environ 13000 m². Cette usine à gaz a fabriqué, de 1847 à 1957, du gaz à partir de la distillation de la houille. Le site est occupé par une agence clientèle et un centre d'exploitation EDF-GDF Services (bâtiments administratifs et techniques). ENGIE est propriétaire des terrains. **Le site a été traité. Il est également associé à un Secteur d'Information sur les Sols (SIS), qui a été intégré lors de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU en vigueur.**
 - *Le site SFCME* : Usine de fabrication d'appareillage électrique Moyenne Tension (interrupteurs MT notamment) exploitée par la Société SFCME en zone industrielle de la Ballastière sur la commune de Libourne (33). L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral du 11/08/1995. Les activités de traitement de surface électrolytique et de peinture ont été arrêtées en 2000. **Le site a été traité.**
- présente plusieurs infrastructures de transport terrestre identifiées comme bruyantes par l'arrêté préfectoral du 2 juin 2016.

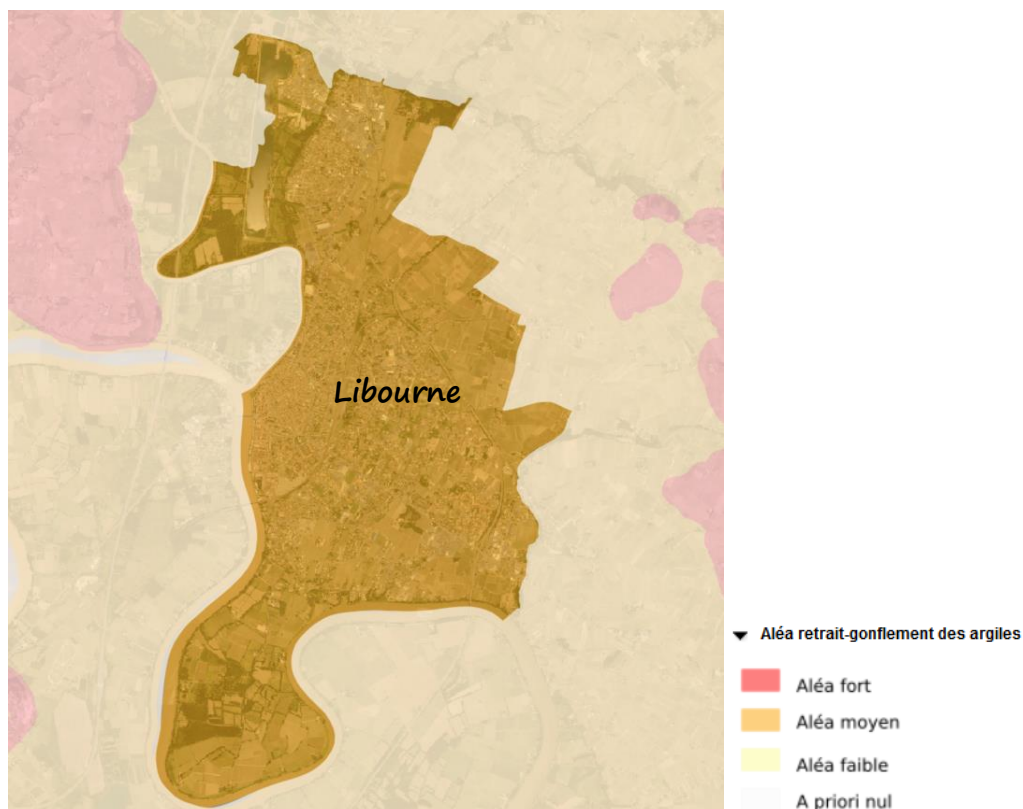
➡ Cf. Cartographies dans les pages suivantes



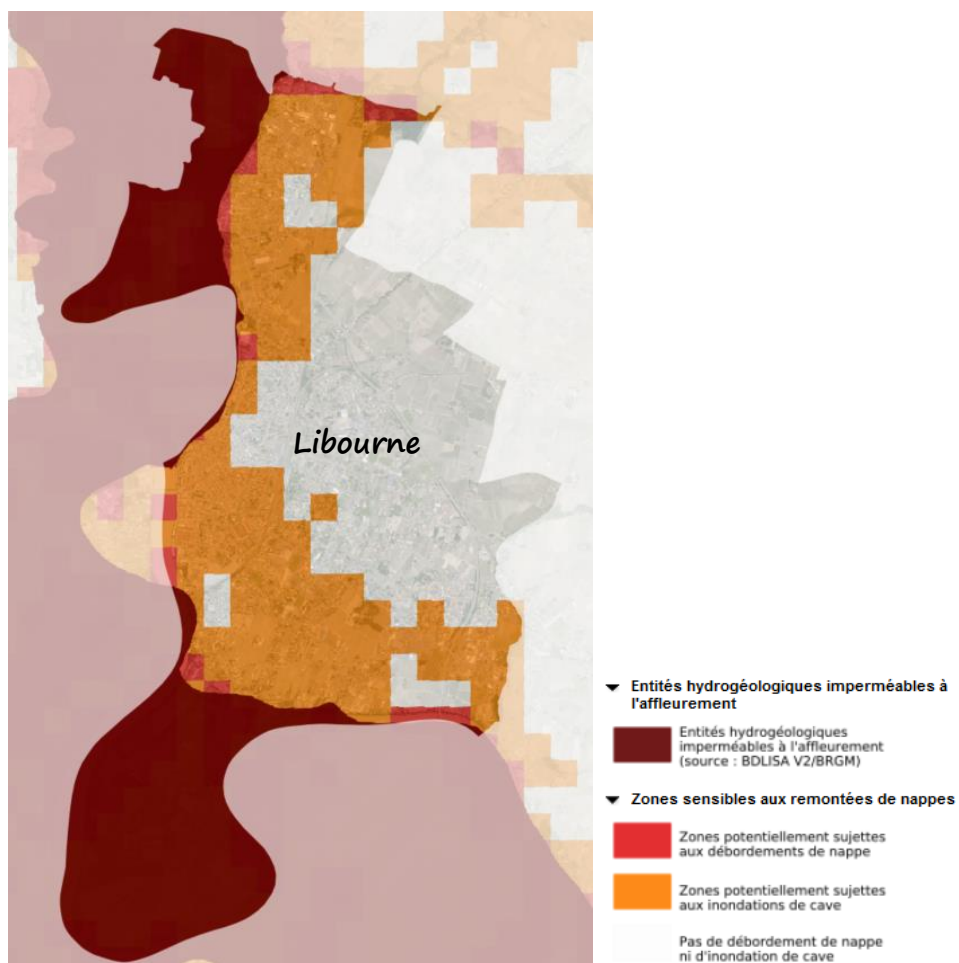
N°INSEE	COMMUNES										
33234	Latresne							Faible			
33235	Lavazan							Très Faible			
33236	Lège-Cap-Ferret							Très Faible			
33237	Léogéats							Très Faible			
33238	Léognan							Faible			
33239	Lerm-et-Musset							Très Faible			
33240	Lesparre-Médoc							Très Faible			
33241	Lestiac-sur-Garonne							Très Faible			
33242	Les Lèves-et-Thoumeyragues							Très Faible			
33243	Libourne							Faible			
33244	Lignan-de-Bazas							Très Faible			
33245	Lignan-de-Bordeaux							Faible			
33246	Ligueux							Très Faible			
33247	Listrac-de-Durèze							Très Faible			
33248	Listrac-Médoc							Très Faible			
33249	Lormont							Faible			
33250	Loubens							Très Faible			
33251	Louchats							Très Faible			
33252	Loupes							Faible			
33253	Loupiac							Très Faible			
33254	Loupiac-de-la-Réole							Très Faible			
33255	Lucmau							Très Faible			
33256	Ludon-Médoc							Faible			
33257	Lugaignac							Faible			

Extrait du DDRM de Gironde en vigueur depuis le 8 mars 2021





Cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles (source : Géorisques) / Limite d'interprétation : 1/50000



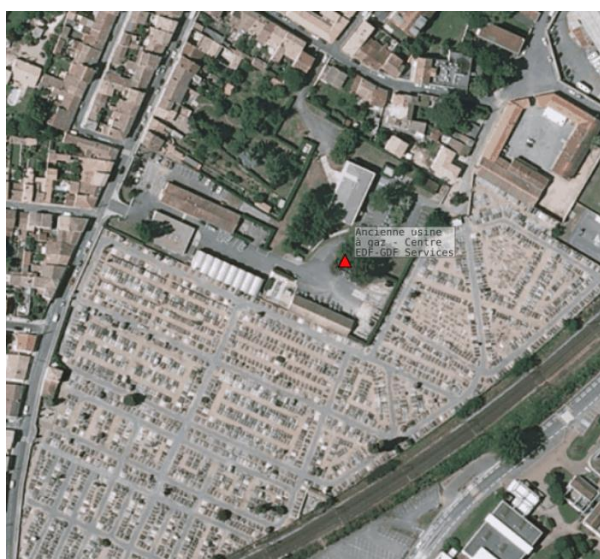
Cartographie de l'aléa remontée de nappes souterraines (source : Géorisques) / Limite d'interprétation : 1/100000



Mouvement de terrain recensé sur Libourne – en rouge (source : Géorisques)



Site BASOL de la SFCME (en rouge), 18 avenue de la Ballastière (source : Géorisques)

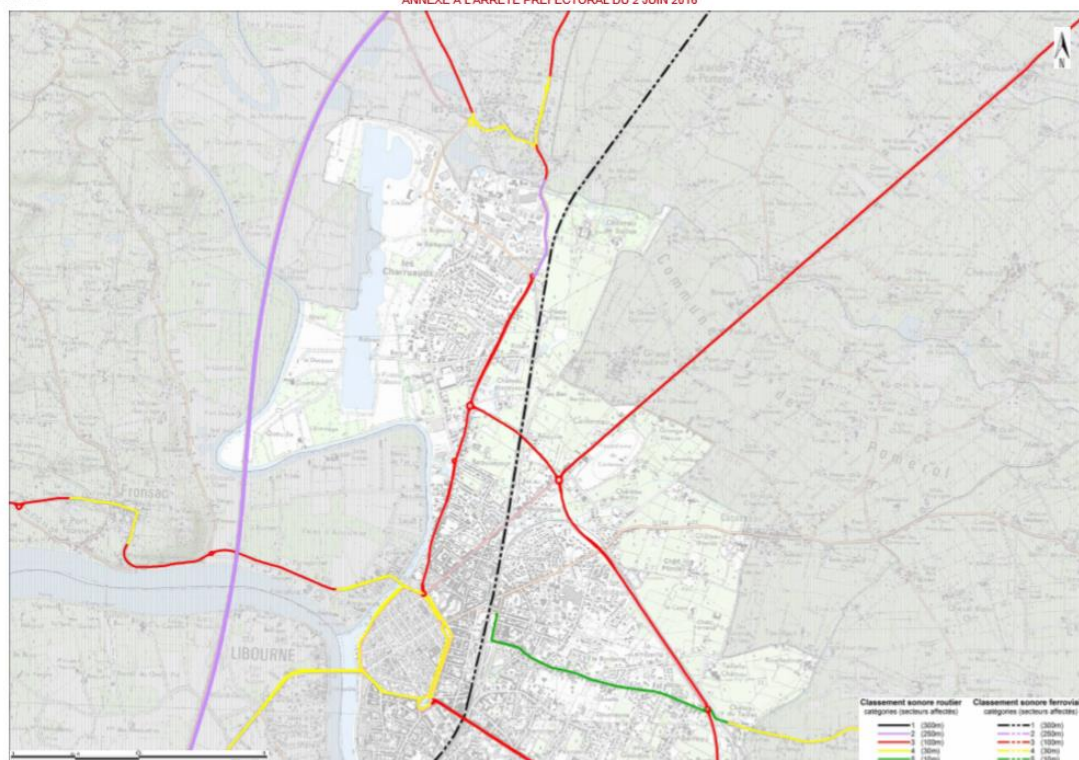


Site BASOL de l'ancienne usine à gaz de Libourne (en rouge), 67 rue de Montaudon (source : Géorisques)

CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES

Commune de LIBOURNE

ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 2 JUIN 2016



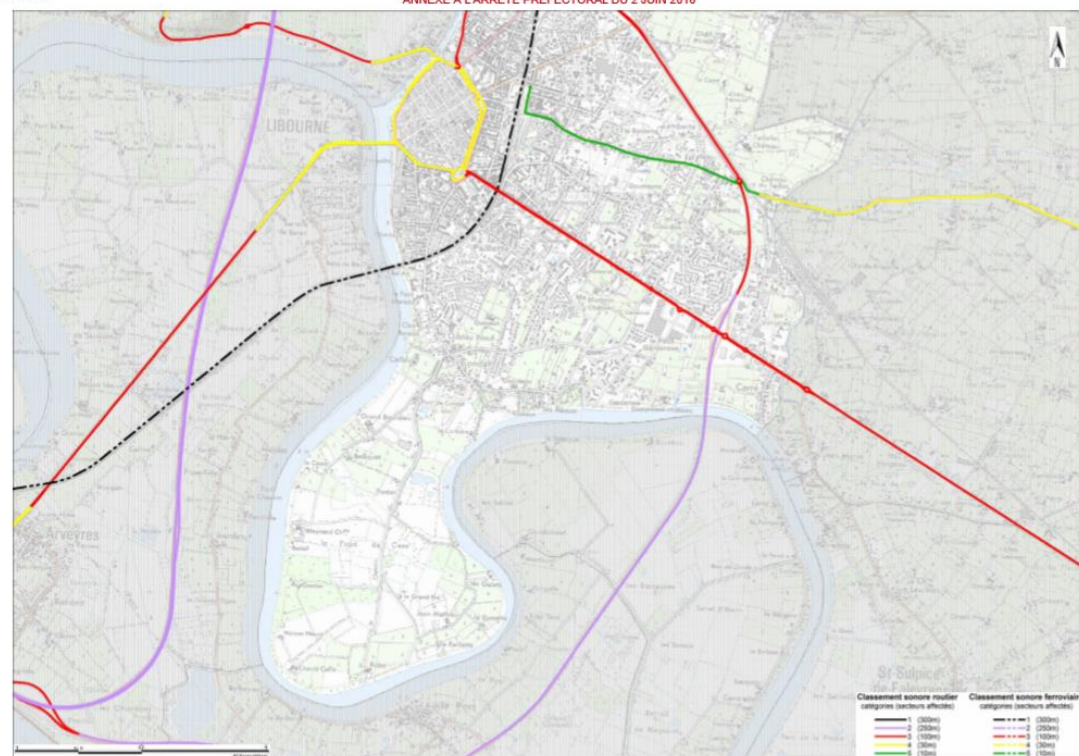
Sources : DOTM 33 / Références : BD Carthage 2011 ©IGN - Paris - reproduction interdite protocole IGN / MEDDE - MAA 2012

classement sonore - LIBOURNE, page 1/3

CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES

Commune de LIBOURNE

ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 2 JUIN 2016



Sources : DOTM 33 / Références : BD Carthage 2011 ©IGN - Paris - reproduction interdite protocole IGN / MEDDE - MAA 2012

classement sonore - LIBOURNE, page 2/3

CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES

Commune de LIBOURNE

ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 2 JUIN 2016

CLASSEMENT SONORE DES VOIES ROUTIÈRES

Nom de la voie	Début du tronçon	Fin du tronçon	Tissu	Largeur	TMJA	Vitesse VL	Pourcentage PL	Laaq jour	Laaq nuit	Catégorie
A99	limite de commune Fronzac	limite de commune Fronzac	O	20	15650	130	8	77	71	2
A99	limite de commune Fronzac	limite de commune Les Billaux	O	20	15650	130	8	77	71	2
A99	limite de commune Salians	limite de commune Libourne	O	20	15650	130	8	77	71	2
Cours des Girondins	Quai Général d'Amade	Place Joffre	O	7	9000	50	3	67	58	4
D1069	P aggio Libourne	Avenue de l'Europe Jean Monet	O	7	22780	70	6	74	66	3
D1069	P70 26+250	P70 27+330	O	7	22780	70	6	74	66	3
D1069	P70 27+380	RD670 28+550	O	7	22780	90	6	76	67	3
D1069	RD670 28+530	limite de commune Moulon	O	7	26702	90	6	77	68	2
D1069	Limite de commune Pomerol	P aggio Libourne 25+230	O	7	13530	70	8	72	64	3
D1069	Av de l'Europe Jean Monet	Av Georges Pompidou	O	7	22780	70	6	74	66	3
D1069	P aggio Libourne	Sortie Libourne	O	7	22780	50	6	72	63	3
D2069	Début D2069 27+250	P90 (pont) 27+500	O	7	11100	50	3	68	59	4
D2069	Entrée Libourne	Entrée Port du Noyer	O	7	11100	50	3	68	59	4
D243	Début limitation 30 km/h	fin limitation 30 km/h	O	7	5100	30	2	61	52	5
D243	fin limitation 30 km/h	Sortie aggio Libourne	O	7	5100	50	2	64	55	5
D243	Sortie aggio Libourne	Début limitation 70 km/h	O	7	5100	50	2	64	55	5
D243	Début limitation 70 km/h	Fin limitation 70 km/h	O	7	5100	70	2	67	58	4
D243	D244	Début limitation 30 km/h	O	7	5100	50	2	64	55	5
D670	Limite commune Libourne	Rond point	O	7	9947	50	16	70	62	4
D670	Rond point	Rond point Caserne	O	17	13333	30	16	67	60	4
D670	Rond point Caserne	N89	O	7	13333	50	16	71	63	3
D670	N89	Sortie d'agglomération	O	7	12310	50	16	71	63	3
D910	Sortie d'agglomération Les Billaux	Entrée d'agglomération Libourne	O	7	32495	90	6	78	69	2
D910	Entrée d'agglomération	D910	O	9	32495	50	6	73	65	3
D910	D910	RD670	O	7	32495	50	6	73	65	3
quai des Salinières	D670	D2069	O	8	11000	50	0	67	58	4

CLASSEMENT SONORE DES VOIES FERROVIAIRES

Numéro de l'axe	Ligne	Début	Fin	Nombre de voies	Laaq jour	Laaq nuit	Catégorie
570000	Bordeaux à Paris	Ambarès et Lagrave	Coutras	2 voies ou plus	82	81	1

Éléments de contexte sur l'alimentation en eau potable et l'assainissement

Source : RPQS AEP pour l'exercice 2019 de la ville de Libourne ; RPQS Assainissement collectif pour l'exercice 2019 de la ville de Libourne ; SCOT du Grand Libournais (rapport de présentation) ; éléments transmis par la collectivité dans le cadre du suivi établie pour la reconstruction de la STEP de Condat ; élément transmis par la ville de Libourne en ..

Alimentation en Eau Potable

La ressource en termes de capacité

L'alimentation en eau potable sur la commune de Libourne est assurée par 3 forages puisant dans l'Eocène moyen (nappe déficitaire), qui disposent cumulativement d'une capacité de production journalière de 11 000 m³.

Nom	Capacité de production	Traitement
Bordes	3 000 m ³ /j	Déferriation biologique et désinfection au bioxyde de chlore
Gueyrosse	5 000 m ³ /j	Déferriation biologique et désinfection au bioxyde de chlore
ZI Ballastière	3 000 m ³ /j	Déferriation physico-chimique et désinfection au bioxyde de chlore
TOTAL	11 000 m³/j	

Le volume annuel prélevable autorisé pour la commune de Libourne est de 2 400 000 m³.

En 2019, les volumes prélevés ont été de 2 532 169 m³. Par rapport au volume maximum prélevable autorisé, le taux de sollicitation fut de 105% (mais taux inférieur à 100% sur les années précédentes). Soulignons que 122 301 m³ d'eau potable ont été exportés en 2019 (soit 5% environ des volumes produits).

Comme évoqué en page suivante, **un nouveau forage profond doit être mis en service au niveau des Dagueys (rue Léo Lagrange) en 2022** afin que de pouvoir satisfaire les besoins en eau potable sur la commune de Libourne.

En 2019, le rendement des réseaux observé est de 85,2%, et stable par rapport à 2018.

L'eau distribuée en 2019 est restée conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques analysés. En outre, 100% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes concernant les paramètre microbiologiques.

Trois dépassements des références de qualité ont été constatés sur la température de l'eau distribuée pendant la saison estivale (25,4°C pour une référence <25°C). Un dépassement des références de qualité a également été constaté sur le paramètre « chlorite » (203 µg/L pour une référence de 200 µg/L), lié à la désinfection au dioxyde de chlore.

Investissements et programme de travaux

En 2019, les opérations réalisées par la Ville furent :

- ✓ le renouvellement de réseau d'eau potable rue Carrère, Chemin de Carré et résidence du Stade pour un total de 911 ml,
- ✓ la réalisation de travaux sur l'usine de Gueyrosse (couverture des filtres)

Par ailleurs, plusieurs projets portés par la Ville (en vue d'améliorer la qualité du service aux usagers et les performances environnementales du service) sont à l'étude, dont :

- la poursuite des opérations de renouvellement des réseaux d'eau potable (renouvellement en cumul de 3250 ml de canalisations entre 2015 et 2019, dont 911 ml en 2019). Des opérations étaient attendues en 2020 à l'impasse Gourinat, la rue Orbe, la rue des Réaux et l'avenue de la Roudet (après les opérations réalisées en 2019 rue Carrère, quai du Priourat, Chemin de Carré, résidence du Stade et rue Orbe).
- La mise en œuvre des périmètres de protection des forages d'eau potable.
- **la création d'un nouveau forage profond (de plus de 300 m) au niveau des Dagueys (rue Léo Lagrange), pour une exploitation prévue en 2022.**

Les travaux du forage des Dagueys sont terminés depuis septembre 2020. La CALI a lancé une MOE pour étudier le raccordement de ce nouveau forage au réseau existant, dont les travaux sont prévus pour le dernier trimestre 2021. Une canalisation d'eau brute doit ainsi être créée afin de relier le forage des Dagueys au site de la Ballastière afin d'en assurer son traitement. Le volume d'eau brute pour lequel la ville de Libourne demande une autorisation, s'élève à un volume annuel de 1 825 000 m³. Le tableau suivant précise les volumes demandés à l'autorisation.

Nom	Débit horaire (m ³ /h)	Volume journalier (m ³ /j)	Volume annuel (m ³ /an)
LES DAGUEYS	250	5 000	1 825 000

Débits et volumes demandés pour l'autorisation du forage (source : Ville de Libourne suite à consultation en juin 2021)

Les volumes demandés à autorisation sont plus importants que ceux mobilisés pour le forage de la Ballastière (250 m³/h – 3 000 m³/j – 1 095 000 m³/an). En effet, il s'agit également de permettre la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable sur le territoire.

Concernant les périmètres de protection du captage des Dagueys, la procédure suit son cours, le dossier ayant été transmis à l'ARS Nouvelle Aquitaine le 20 mai 2021.

Assainissement

Éléments de connaissance sur la station d'épuration

La commune de Libourne est dotée d'une station d'épuration de 30 000 EH, collectant les effluents de Libourne et Pomerol mais également d'une petite partie des effluents des communes de St Emilion et de St Sulpice de Faleyrens. Le tableau suivant précise ses principales caractéristiques.

Localisation	Lieu-dit Condat
Année de mise en service	1979 (+ extension en 1992)
Filière eau	Boues activées
Filière boues	Centrifugation + compostage
Capacité nominale de traitement	30 000 Equivalent habitants
Télésurveillance	OUI
Milieu récepteur	La Dordogne

Les normes de rejets imposées par arrêté préfectoral du 28 avril 2017 sont les suivantes :

Paramètre	Rendement minimum (%)	ET/OU	Concentration maximum (mg/l)	Concentration réductible (mg/l)
DCO	75%	OU	125	250
DBO5	80%	OU	25	50
MES	90%	OU	35	85

Selon le dernier RPQS (2019), les concentrations moyennes en sortie de station sont conformes à la réglementation européenne (arrêté ministériel du 21 juillet 2015) et à l'arrêté préfectoral du 28 avril 2017.

	DCO	DBO5	MES
Nombre de bilans disponibles	52	52	52
Nombre de bilans retenus	41	41	41
Rendement épuratoire moyen annuel (%)	91%	96%	96%
Prescription de rejet – Rendement minimum (%)	75%	80%	90%
Concentration moyenne annuelle en sortie (mg/l)	49,9	7,4	8,2
Prescription de rejet – Concentration max. (mg/l)	125	25	35

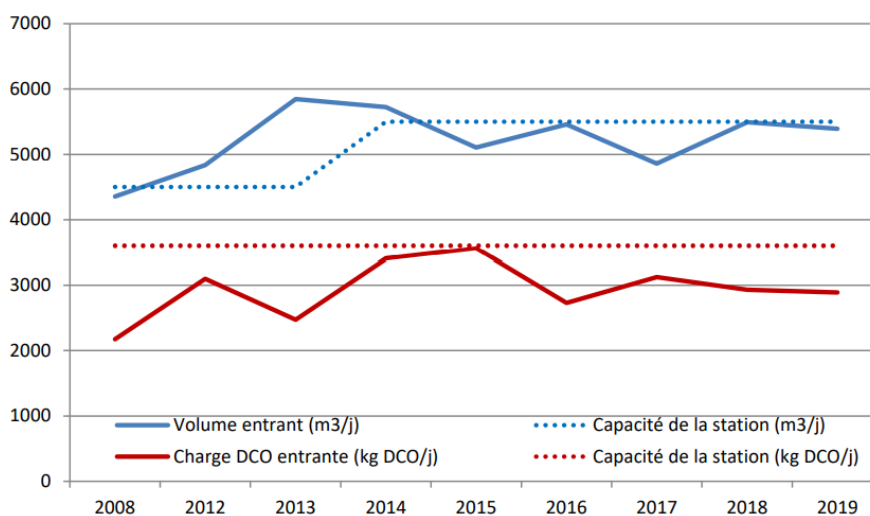
Rendement épuratoire et qualité des rejets observés en 2019 (source : RPQS 2019)

Les volumes d'effluents et la charge polluante actuellement collectés et traités sont synthétisés dans les tableaux suivants (source : RPQS 2019).

	2016	2017	2018	2019	Evolution N/N-1	Capacité de la station
Débit entrée station m3/j	5 459	4 860	5 491	5391	-1,8%	5 668
Charge DCO entrante kg/j	2 729	3 124	2 930	2889	-1,4%	3 600

	Volume (m3/j)	DCO (kg/j)	DBO5 (kg/j)	MES (kg/j)	NGL (kg/j)	Pt (kg/j)
Charge moyenne entrée 2019	5391	2889	1109	1283,2	285	33
Capacité épuratoire	5500	3600	1800	2100		
Taux de charge	98%	80%	62%	61%		

DCO : Demande Chimique en Oxygène, DBO5 : Demande Biologique en Oxygène à 5 jours, MES : Matières en Suspension, NGL : Azote global, Pt : Phosphore total



Les volumes moyens journaliers collectés sont très proches de la capacité nominale hydraulique de la station : des dépassements périodiques de la capacité de traitement sont constatés. La charge organique reçue sur la station est stable, et atteint 80% de la capacité nominale de la station.

Concernant la conformité des performances des équipements d'épuration, 100% des bilans effectués sont conformes en 2019 (*source : RPQS 2019*).

	DCO	DBO5	MES
Nombre de dépassements des normes	0*	0*	0*
Dont dépassement des valeurs réductibles	0*	0*	0*
Nombre de bilans conformes / nombre de bilans effectués	100%	100%	100%
Nombre de dépassements tolérés	5	5	5
Conformité annuelle	OUI	OUI	OUI

Investissements et programme de travaux

La Ville de Libourne a engagé des travaux importants sur son système d'assainissement afin de se mettre en conformité avec les exigences du Code de l'Environnement.

C'est pourquoi ces dernières années, d'importants travaux de réhabilitation des réseaux et de mise en séparatif ont été réalisés.

Ainsi, en 2018 et 2019, ces derniers se sont portés sur les voies suivantes : Boulevard Kléber, rues Nhévoit, Guillaumet, Saint-Exupéry, Chanzy, Trocard, Montaudon, Hoche, Belliquet, Thiers, Hugo, de l'Isle, Doumer, Boireau, Waldeck-Rousseau, place Joffre, Avenues de Verdun et de Gaulle, chemin de Fayat et résidence du Stade.

Les travaux de réhabilitation des réseaux de la bastide, ainsi qu'hors bastide, se poursuivent sur la partie réseau de collecte. Des travaux étaient attendus en 2020 au niveau de l'Avenues de Verdun, l'impasse Gourinat, les rues Orbe, de la Pléiade, Atget et résidence La Ganne.

En 2019, le programme de travaux a également pris corps à travers :

- ✓ l'extension de réseau rue Degas,
- ✓ le début des travaux de construction du bassin de stockage des eaux usées de la Bastide, rue des Tonneliers (poursuite des travaux sur l'année 2020),
- ✓ la réalisation d'enquêtes sur la conformité des raccordements au réseau.

Cette même année, 2 057 ml de réseau d'eaux usées ont été renouvelés, portant ainsi le cumul des canalisations renouvelées ces 5 dernières années (2015-2019) à 6 007 ml.

La station d'épuration de Libourne doit également faire l'objet d'une extension-reconstruction. La commune a lancé un appel d'offre pour une assistance à maîtrise d'ouvrage concernant l'extension et la reconstruction de la STEP de Condat. La date prévisionnelle d'exécution du marché était prévue en décembre 2019. Le calendrier a été tenu et la ville a missionné en décembre 2019 le bureau d'études EGIS dans le cadre de cette AMO.

Le projet de base est établi pour une mise en conformité de la station d'épuration à horizon 2030 sur la base d'une capacité minimum de 40 000 EH. Le projet devra

intégrer les options suivantes pour permettre une mise en conformité à horizon 2050 avec une capacité de 47 000 EH :

- ✓ Extension de capacité ;
- ✓ Digestion / Méthanisation ;
- ✓ Traitement des matières exogènes.

ETAPES CLEFS DU PROJET	DATE ESTIMEE
DESIGNATION D'UN ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE	1 ^{er} décembre 2019
PERMIS DE CONSTRUIRE	Janvier 2021
ARRETE PREFECTORAL	Janvier 2021
CONSULTATION D'UN GROUPEMENT DE CONCEPTEURS-CONSTRUCTEURS	Janvier – février 2020
DEMARRAGE REALISATION DES TRAVAUX	Janvier 2021
MISE EN SERVICE	Mars 2022

Planning indicatif (ante-COVID 19) attendu sur ce projet (source : règlement de consultation associé à l'appel d'offre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et reconstruction de la station d'épuration de Condat)

Il convient de préciser que du fait du contexte particulier lié à la pandémie du COVID-19, le calendrier prévisionnel a été retardé de plusieurs mois.

Ainsi, le planning mis à jour début 2021 prévoit un démarrage des travaux en septembre 2021 (initialement prévu pour janvier 2021), avec une signature, une notification du marché et une publication de l'avis d'attribution du marché d'extension-reconstruction de la STEP, avant mi-septembre 2021 (*source : Ville de Libourne*).

Ainsi, la procédure visant l'extension et la reconstruction de la STEP de Condat poursuit son avancée. **La mise en service de la STEP redimensionnée est prévue pour 2022.**



ANALYSE DES INCIDENCES POTENTIELLES LIEES A LA MODIFICATION N°1 DU PLU

1. PREAMBULE

La procédure de modification n'est pas soumise obligatoirement à évaluation environnementale. Dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas, des éléments d'analyse des incidences notables potentielles doivent être présentées à l'Autorité Environnementale, afin que celle-ci puisse statuer sur le besoin, ou non, de soumettre la procédure à évaluation environnementale.

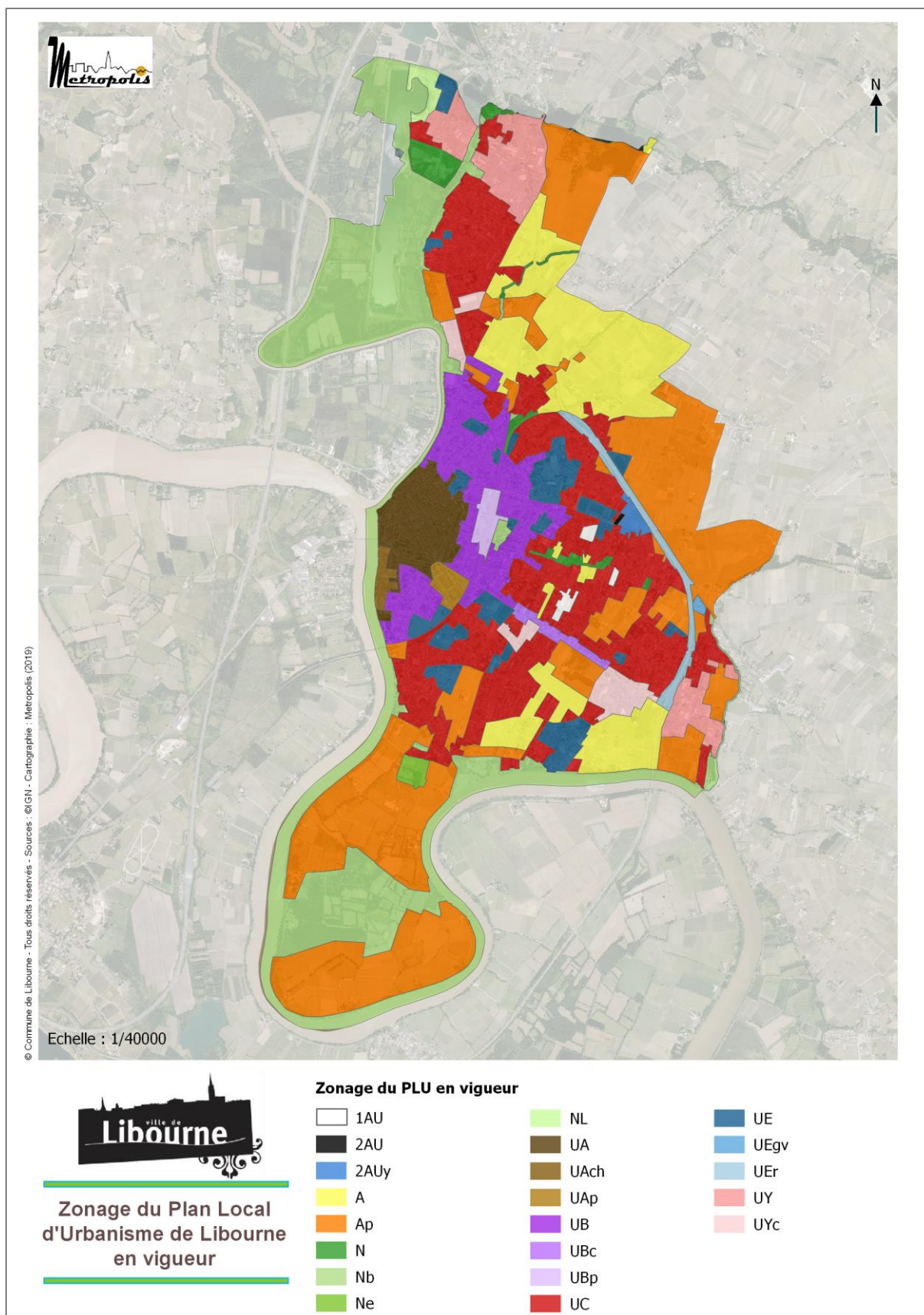
Les parties suivantes dressent une analyse synthétique des incidences potentielles liées aux évolutions qu'apporte la procédure de modification du PLU de Libourne.

Pour rappel, **le PLU de Libourne a été approuvé en décembre 2016 et est grenello-compatible. Son élaboration s'est accompagnée d'une évaluation environnementale et d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000.**

2. RAPPEL DES EVOLUTIONS ATTENDUES SUITE A LA MODIFICATION N°1 DU PLU DE LIBOURNE

Pour mémoire, le projet de modification du plan local d'urbanisme de Libourne a pour corollaire les points suivants :

- Changement de destination sur le Châtelet Petit Beauséjour
- Modification de l'article 2 et de l'article 9 de la zone A
- Servitude de mixité sociale dans les zone UA, UB, UC et 1AU
- Modification de l'article 3 du règlement des zones UA, UB, UC, UE, UY, 1AU, 1AUe, 1AUy, A et N
- Modification de l'article 8 du règlement des zones UA, UB, UC, UE, UY, 1AU, 1AUe, 1AUy, A et N
- Modification de l'article 12 du règlement des zones UB
- Modification de l'article 9 du règlement de la zone UC
- Modification de l'article 11 du règlement de la zone UC
- Rectification d'une erreur de localisation d'un élément du patrimoine
- Reclassement de la parcelle AX142 en zone UC
- Reclassement des parcelles BC182, 188, 189, 190, 191, 198 et 199
- Mise à jour des servitudes d'utilité publique
- Modification de l'OAP de Monsabert



3. ANALYSE SYNTHETIQUE DES INCIDENCES POTENTIELLES NOTABLES DE LA MODIFICATION DU PLU DE LIBOURNE SUR L'ENVIRONNEMENT

3.1. Changement de destination

Le propriétaire de la parcelle AH134 (Châtelet Petit Beauséjour) souhaite faire acter le changement de destination de la construction ancienne sur ces parcelles, actuellement à vocation d'habitation. Le propriétaire souhaite mettre en location son bien immobilier :

- ✓ soit à vocation de logement (comme actuellement),
- ✓ ou bien pour des bureaux (application des nouvelles dispositions de la LAAAF).

Chatelet Petit Beauséjour



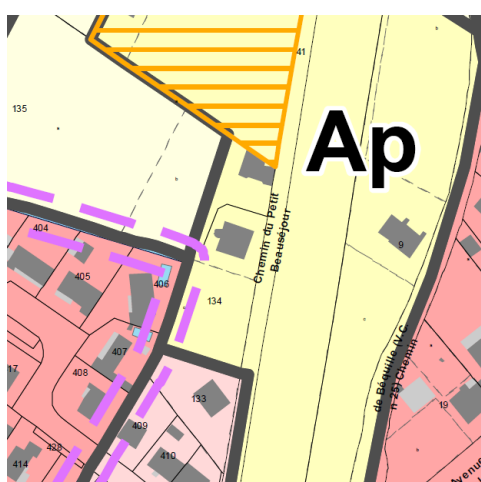
Notons qu'un des locataires envisagés est une association d'intérêt public qui souhaiterait y développer son siège social et ses bureaux.

La parcelle concernée est située à l'intérieur du périmètre de l'AVAP.

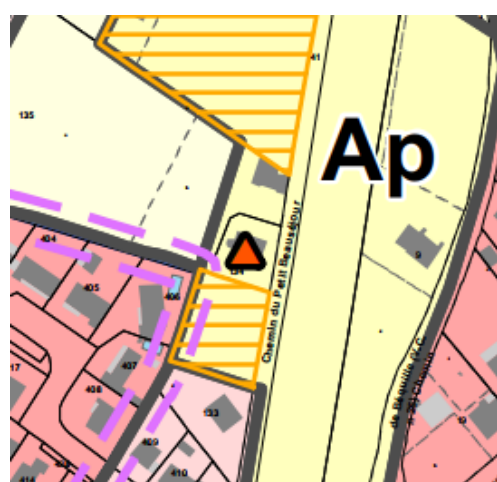
La capacité d'accueil de ce secteur n'est pas augmentée.

Le châtelet Petit Beauséjour dispose d'un parc arboré qualitatif, qui mérite d'être préservé. Dans le cadre de cette procédure, et afin d'accompagner le changement de destination, le parc est identifié au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme.

PLU de Libourne en vigueur



PLU de Libourne après cette procédure



Le changement de destination du bâti est acté et identifié dans le règlement graphique. Pour intégrer la protection au titre de l'article L.151-19 CU, l'annexe du règlement écrit est complétée par le parc sur la parcelle AH134. Le règlement graphique évolue également en ce sens.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.2. **Modification de l'article 2 et de l'article 9 de la zone A**

L'article A2.2 autorise l'extension d'une habitation existante à hauteur de 20 % de la surface de plancher existante. Cela signifie qu'un propriétaire ou un agriculteur qui loge dans son habitation sur site exploitation, ne peut faire qu'une extension très limitée. A fortiori lorsque la superficie initiale est contenue.

La zone A n'est pas une zone de développement urbain. La sous-destination exploitation agricole recouvre l'ensemble des constructions concourant à l'exercice d'une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du Code Rural et la Pêche Maritime. L'habitation étant un autre type de destination, l'extension des habitations est autorisée par le Code de l'Urbanisme. En revanche, cette extension doit être limitée.

La collectivité assume pleinement sa volonté de limiter l'extension des habitations existantes. La ville de Libourne encadre d'ailleurs les mutations foncières, par la mise en place du Permis de Diviser obligatoire pour les divisions de bâtiments existants. Mais la ville souhaite également ne pas vouloir être un frein aux regroupements familiaux.

Afin de laisser une latitude un peu plus importante, en fonction de la taille de l'habitation existante en zone agricole, il est proposé la règle alternative suivante dans le cadre de cette procédure de modification.

Les extensions des constructions existantes à usage d'habitation à la date d'approbation du PLU sont limitées à hauteur de :

- o 20% de d'emprise au sol supplémentaire ;*
- o ou 60m² de d'emprise au sol supplémentaire.*

La règle la plus favorable pourra être appliquée en restant proportionnée et harmonieuse avec l'existant.

La surface finale et maximale après extension ne devra pas dépasser de 300m² d'emprise au sol. Cette surface finale pourra être atteinte en une ou plusieurs fois pendant la durée de validité du PLU.

Les extensions doivent être dans la continuité du bâtiment principal.

Les articles A2 et A9 évoluent donc en ce sens (règle identique).

Sur la commune de Libourne, environ 300 logements sont concernés par cette disposition relative à la zone A, soit environ 2% de l'ensemble des logements répertoriés sur le territoire. Les incidences potentielles liées à la mise en œuvre du PLU ainsi modifié seront limitées (toutes les constructions à usage d'habitation sur la zone A ne feront pas d'extension).

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.3. Servitude de mixité sociale dans les zones UA, UB, UC et 1AU

L'étude de revitalisation de la Bastide menée en 2017 a mis en évidence la faible proportion de logements sociaux publics dans la Bastide (environ 8% du parc de la Bastide) et dessiné un véritable enjeu de transformation vers un parc social pérenne. Il s'agit également de répondre par là même aux enjeux de la loi SRU, déclinés dans le PLH.

Pour répondre à ces enjeux, la Ville de Libourne a engagé une opération d'aménagement « Cœur de Bastide » (délibération du 8 avril 2019) dont la réalisation a été confiée par voie de concession à la SEM inCité. Par ailleurs, deux îlots ont d'ores et déjà fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (les îlots Grelot et Lyrot-Gambetta) et doivent permettre de produire environ 48 logements sociaux publics.

Afin de répondre aux objectifs du PLH de la CALI, et en complément des réponses apportées par les 2 OAP précitées, la ville de Libourne souhaite :

- ✓ Favoriser la production de logements sociaux,
- ✓ Favoriser une plus grande mixité des logements pour un meilleur parcours résidentiel des habitants,
- ✓ Favoriser les formes urbaines spécifiques des centralités (densités, alignements sur emprise publique, mitoyenneté, hauteurs).

Pour cela, le règlement des zones urbaines (U) et des zones à urbaniser (AU) doit être adapté pour intégrer une règle imposant la réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux (au sens de l'article L. 302-5 du Code de la Construction et de l'Habitation), en application de l'article R.151-37 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, les évolutions apportées à l'article 2 sont les suivantes :

- ✓ **Zones UA et UB :**
 - Lors de toute opération concourant à la création et/ou à la réhabilitation de *4 logements et plus*, dont au moins un en usage locatif, **30% du nombre de logements doit être destiné à une offre sociale**
 - Disposition applicable : aux constructions neuves, aux logements créés par changement de destination (avec ou sans travaux), aux opérations de réhabilitation, de rénovation, de travaux de mises aux normes de décence, de logements et/ou immeubles, ainsi qu'aux opérations d'agrandissement et/ou de divisions d'immeubles et/ou logements existants ;
- ✓ **Zones UC et 1AU :**
 - Pour toute opération concourant à la création d'*au moins 10 logements*, **30% de l'opération devra être dédiée à une offre sociale.**
 - Cette disposition applicable aux constructions neuves et aux logements créés par changement de destination (avec ou sans travaux)

Cette adaptation réglementaire ne permet aucune augmentation de la capacité d'accueil (à destination d'habitat ou d'activités économiques), ni aucune consommation supplémentaire d'espace agricole, naturel et forestier.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.4. **Modification de l'article 3 du règlement des zones UA, UB, UC, UE, UY, 1AU, 1AUe, 1AUy, A et N**

L'article 3 définit les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès au voies ouvertes au public.

En chapeau de cet article, il est fait référence à un article du Code de l'Urbanisme, le R111-5, qui ne peut pas être applicable sur le territoire d'une commune dotée d'un PLU.

Inscrite en introduction des articles UA3, UB3, UC3, UE3, UY3, 1AU3, 1AUe3, 1AUy3, A3 et N3, il est proposé de le retirer la mention suivante « ~~Conformément à l'article R111-5 du code de l'urbanisme~~ ».

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.5. **Modification de l'article 8 du règlement des zones UA, UB, UC, UE, UY, 1AU, 1AUe, 1AUy, A et N**

Dans toutes les zones du PLU, le règlement prévoit dans l'article 7 (pour toutes les zones), le cas de l'implantation des constructions en limite séparative :

Exemple : « 7.1 - La distance minimale entre la construction et les limites séparatives sera de 0 mètres ou d'au moins H/2 avec un minimum de 3 mètres (la hauteur (H) étant mesurée par rapport à l'emprise publique attenante au terrain d'assiette du projet et à l'égout du toit). »

Un contentieux a pointé le fait qu'en l'absence « *de 0m ou* » dans l'article 8, interdit *de facto* le concept d'habitat en bande (deux maisons qui se touchent sur un même terrain).

La volonté de la ville n'est pas d'interdire les constructions en bande ou accolées. Bien au contraire car cela contribue à faciliter la densification, et *in fine*, à éviter l'extension sur des espaces agricoles ou naturels.

Ainsi, les articles 8 de chaque zone sont complétés par « *de 0m ou* » pour autoriser les constructions en bande. L'incohérence entre les articles 7 et 8 est donc levée.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.6. **Modification de l'article 12 du règlement de la zone UB**

En zone UB, la configuration des parcelles et la densité du bâti ne permettent pas la création de places de stationnement lorsque cela concerne un changement de destination qui n'induit pas d'augmentation de surface de plancher. Le PLU est donc modifié afin de tenir compte de cette spécificité.

Par ailleurs, la première modification simplifiée du PLU de Libourne a permis d'établir un périmètre de modération du stationnement. Toutefois, avec l'écriture actuelle du règlement, la règle de stationnement dans ce secteur de modération du stationnement, serait identique à celle qui est appliquée dans le règlement dans la bastide. La traduction réglementaire de cette modification nécessite d'ajouter un alinéa supplémentaire dérogatoire dans la zone UB sur laquelle s'applique le périmètre de modération. Ainsi, à l'intérieur du périmètre de modération de stationnement reporté sur le plan de zonage, il n'est pas fixé de règle de stationnement pour les véhicules légers.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.7. **Modification de l'article 9 du règlement de la zone UC**

Lors de l'élaboration du PLU, les emprises au sol des zones UC ont été volontairement limitées pour encadrer très fortement la division parcellaire, et permettre à la municipalité de mener à bien sa politique de revitalisation de la bastide.

La première modification simplifiée du PLU a intégré dans le règlement une prescription permettant l'adaptation des constructions existantes dans les bandes B et C. La règle de l'article 9 des zones UC a ainsi été complétée pour laisser une marge d'extension aux constructions existantes

Toutefois, le règlement reste encore permissif. En effet, il ne limite pas suffisamment l'emprise au sol des extensions des constructions existantes situées en bande B et C. La règle est donc complétée.

« Dans les bandes B et C, les constructions d'habitation existantes à la date d'approbation du PLU, d'une surface de plancher supérieure à 40m² et d'un seul tenant, peuvent faire l'objet d'une extension maximale de 20% de l'emprise au sol existante dans la limite de 30m² de surface de plancher supplémentaire [et d'emprise au sol](#). »

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.8. **Modification de l'article 11 du règlement de la zone UC**

L'article 11 définit les prescriptions réglementaires en matière d'aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords. Dans la zone UC, l'article 11 traite de l'aspect des clôtures.

Afin de donner une unité et une plus grande qualité à la clôture sur voie et aux portails, la ville de Libourne souhaite interdire l'usage du PVC pour les clôtures et les portails.

L'article 11 est donc complété : « **L'usage du PVC est interdit pour les clôtures et pour les portails** ».

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.9. **Rectification d'une erreur de localisation d'un élément de patrimoine**

Dans l'annexe du règlement concernant le patrimoine bâti, il a été constaté une erreur de nomenclature. En effet, le patrimoine répertorié B28 est le portail du « château Gontier », et non du « château Meynard » comme stipulé dans cette annexe.

De plus, la localisation de ce portail du Château Gontier est erronée. Il est proposé de rectifier la localisation de ce portail, répertorié B28.

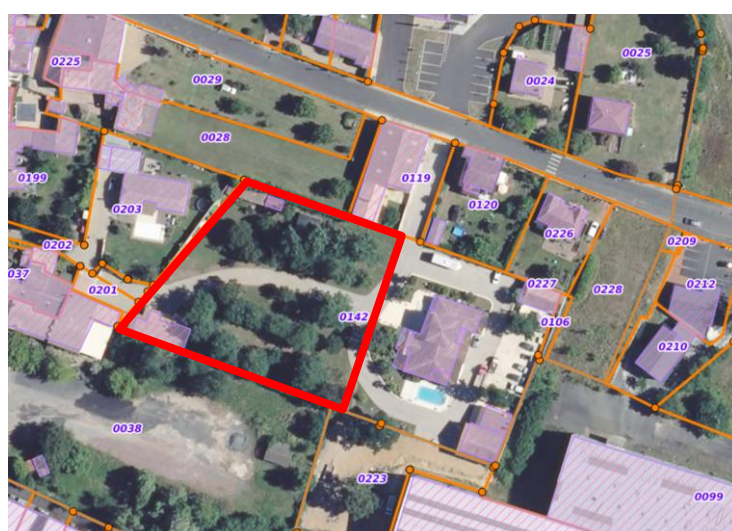
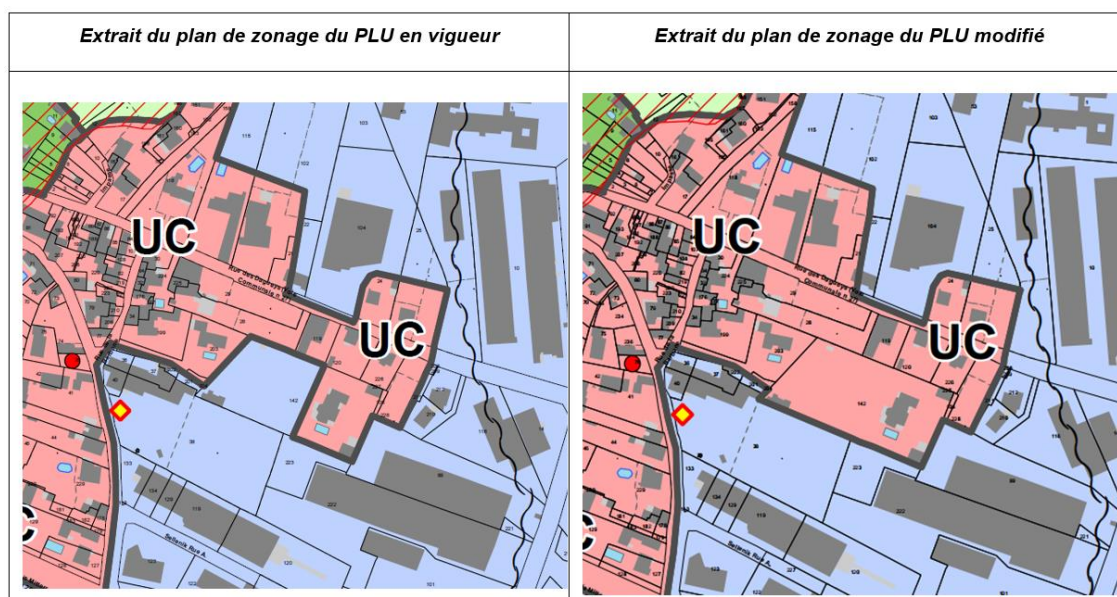
Cette procédure de modification permet d'effectuer la rectification du nom du château dans les annexes du règlement, ainsi que le positionnement de ce portail.


Au regard de l'objet visé, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.10. **Reclassement de la parcelle AX142, rue des Dagueys**

Suite à une rencontre avec le service urbanisme de la Ville de Libourne et une visite sur le terrain, le propriétaire de la parcelle AX142 (rue des Dagueys) souhaite faire acter le changement de classement d'une partie de la parcelle de la zone UY à la zone UC. Et permettre ainsi un regroupement familial (maison pour ses enfants).

Seule la partie sur laquelle est implantée la maison d'habitation est classée en zone UC. Le reste de la parcelle (jardin) est classé en zone UY. Aussi, la présente modification est l'occasion d'adapter le zonage de cette parcelle AX142 afin de l'inclure l'ensemble de la parcelle en zone UC



 Site concerné par la mutation de UY en UC

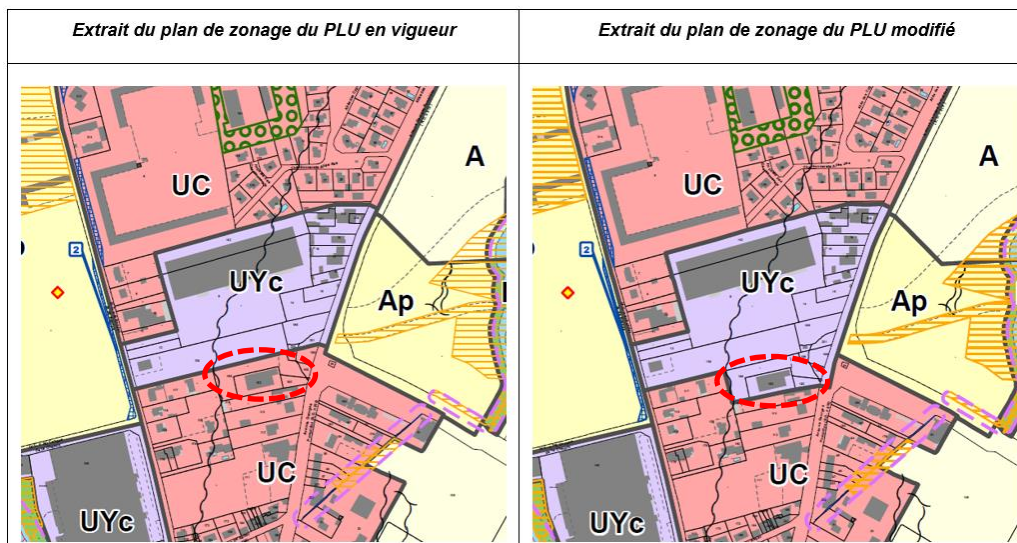
Au regard de l'objet visé, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.11. **Reclassement des parcelles BC182, 188, 190, 191, 198 et 199**

Un projet de développement économique sur un bâtiment existant sur les parcelles BC182 et BC188 en zone UC est en cours de d'étude. Il s'agit de transformer le bâtiment à vocation artisanal et commerciale en commerce de restauration rapide. Ces deux parcelles sont accessibles directement depuis le rond-point sur l'avenue Georges Pompidou.

Cependant, le règlement de la zone UC ne permet pas le développement de ce projet sur ces deux parcelles. En revanche, les deux parcelles BC182 et BC188 jouxtent la zone UYc à vocation économique et commerciale (sur laquelle sont déjà implantés les magasins GIFI, Decathlon, GEMO...), dont le règlement est compatible avec le projet économique.

Aussi, la présente modification est l'occasion d'adapter le zonage de ces deux parcelles BC182 et BC188, afin de les inclure en zone UYc.



Au regard de l'objet visé, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.12. **Mise à jour des servitudes d'utilité publique**

Depuis l'approbation du PLU de Libourne en 2016, 3 arrêtés ont été pris par la CALI, dont 2 nécessitant la mise à jour des servitudes d'utilité publique du PLU en vigueur :

- ✓ Arrêté n°2017-296, portant modification des périmètres de protection des monuments historiques de la « Caserne Lamarque » et du « Château du Piney », protégés au titre des Monuments Historiques sur le territoire de la commune de Libourne ;
 - [Le plan de servitude d'utilité publique est mis à jour.](#)
- ✓ Arrêté n°2019-104, portant déclaration d'utilité publique et autorisation sur le prélèvement et la distribution au public de l'eau destinée à la consommation humaine de trois forages « rue des Bordes », « Ballastière » et « Gueyrosse 4 » sur la commune de Libourne.
 - [Le plan de servitude d'utilité publique est modifié et complété par les nouveaux périmètres.](#)

Remarque : l'arrêté n°2018-15, portant inscription du monument aux morts de la guerre 14-18 au titre des Monuments Historiques sur le territoire de la commune de Libourne avait déjà été inscrite dans la liste des servitudes d'utilité publique lors de la révision du POS en PLU.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.13. **Modification de l'OAP de Monsabert**

L'élaboration du PLU de Libourne a donné lieu à la création de plusieurs orientations d'aménagement et de programmation. L'une d'entre elles porte sur le secteur dit « Monsabert ».

Le site est situé en secteur urbain mixte à dominante d'habitats pavillonnaires et d'équipements. L'OAP de Monsabert s'inscrit entre la rue du général Monsabert et la route de Saint-Emilion, et au sud à l'angle du chemin de la Lamberte.

Il est composé de deux parcelles. La partie habitée, correspondant à deux maisons individuelles tournées et accessibles depuis la route de Saint-Emilion, en est exclue. La partie non bâtie au nord, correspondant à une friche agricole, est incluse dans l'orientation d'aménagement et de programmation.

Il est bordé d'un ruisseau, vestige du ruisseau du Vert. Est également présente une végétation typique de zone humide, dont la destruction impliquerait le besoin de compenser. En effet, lors de l'élaboration du PLU, une investigation sur site menée par un bureau d'études écologue avait indiqué la présence d'une zone humide.

Quelques arbres de jardins anciens (tilleuls, chênes, conifères) sont présents le long de la route de Saint-Emilion, à l'extérieur du périmètre du site et en accompagnement des habitations.

L'orientation d'aménagement, à l'époque, devait organiser la connexion inachevée de deux tissus urbains pavillonnaires, tout en reliant transversalement deux voies rayonnantes (rue du Général Monsabert et route de St Emilion).

Afin de tenir compte de la réalité foncière et pour faciliter l'opérationnalité de cette OAP, la présente modification porte un certain nombre d'adaptations sur cette orientation d'aménagement et de programmation de Monsabert.

3.13.1. **Focus écologique sur le site voué à muter**

Lors de l'élaboration du PLU de Libourne, des investigations de terrain avaient été menées par un bureau d'études (BIOTOPE) afin de mettre en lumière la présence d'éventuels enjeux écologiques in situ.

Ces prospections de terrain avaient révélé la présence d'un habitat naturel caractéristique des zones humides. Il s'agit d'une friche humide à Souchet long (Code Corine biotopes : 37.2x87.1). Cet habitat est localisé au nord du secteur d'étude en bordure d'un fossé.

Ces investigations de terrain ont eu lieu en 2015. Dans le cadre de cette procédure de modification, un nouveau passage sur site a été réalisé en mars 2021 (bureau d'études ELIOMYS). L'objectif était de procéder à une éventuelle mise à jour de l'état de connaissance sur le plan écologique. Des sondages pédologiques ont également été menés sur les habitats pro parte, en complément.

3.13.1.1. *Diagnostic sur les zones humides*

Parmi les 5 habitats identifiés sur l'aire d'étude, 2 habitats sont caractéristiques des zones humides :

- ✓ friche à Souchet long (Code Corine biotopes : 37.2x87.1),
- ✓ prairie humide eutrophe (Code Corine biotopes : 37.2).



Source : rapport Eliomys



Bosquet de Robinier



Friche graminéenne et Friche herbacée



Friche humide à Saouchet long
(source : Biotope, 2015)



Ourlet mésohygrophile
rudéralisé



Prairie humide eutrophe

Les autres habitats (Bosquet de Robinier, Friche graminéenne et Friche herbacée et Ourlet mésohygrophile rudéralisé) sont considérés comme pro parte. Des sondages pédologiques sont nécessaires sur ces habitats afin de conclure sur leur caractère humide ou non humide.

Au total, 13 sondages pédologiques ont été effectués (cf. Carte suivante). Ces sondages ont été placés au niveau des points topographiques les plus bas, à proximité des zones humides identifiées sur le critère habitats. Sur ces 13 sondages, 1 sondage a pu être classé comme caractéristique de sols des zones humides au titre de l'arrêté du 01 octobre 2009.

Les traces d'hydromorphies apparaissent à partir de 20 cm de profondeur et elles s'intensifient en profondeur. Les autres sondages n'ont pas révélé la présence de sols caractéristiques des zones humides. Des traces d'hydromorphies apparaissent au-delà des 40 premiers centimètres de profondeur sur certains sondages. Il s'agit de sols hydromorphes mais non humides selon l'arrêté.

Au total, 13 sondages pédologiques ont été réalisés. Un sondage est caractéristique de sols des zones humides. Les 12 autres ne sont pas caractéristiques de sols des zones humides. Aucune zone humide supplémentaire n'a été identifiée sur le critère pédologique (le sondage humide se trouve au sein d'un habitat caractéristique des zones humides).



Sondage S4



Traces d'oxydation (Sondage S4)



3.13.1.2. Prédiagnostic faunistique

a Les oiseaux

Vingt-neuf espèces d'oiseaux ont été contactées sur la zone d'étude en 2015 et 2021. Le cortège se compose essentiellement d'espèces ubiquistes, fréquentant notamment les espaces de parcs et de jardins. Peu d'espèces sont susceptibles de se reproduire sur le site, du fait notamment du très faible nombre d'arbres et d'arbustes présents.

 Cf. tableau en page suivante

a Les amphibiens et reptiles

Reptiles potentiels ou avérés au sein ou à proximité l'aire d'étude					
Nom Français	Nom scientifique	Protection nationale	Statut européen	LRN/LRR	Statut dans l'aire d'étude
Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	Art 2	An4 DH	LC/LC	Alimentation, repos, reproduction en lisière – lien avec des populations présentes dans les jardins voisins

Aucun enjeu relatif aux amphibiens n'a été identifié sur le site. Une seule espèce a été contactée sur le site : Le Lézard des murailles (*Podarcis muralis*) qui occupe les bordures des parcelles (murs, lisières...).

Cette espèce est commune en Gironde et en Aquitaine et ne présente qu'un enjeu faible localement.

a Les insectes

Aucun enjeu relatif aux insectes n'a été identifié sur le site. Les habitats présents en sont favorables qu'à quelques espèces de lépidoptères ubiquistes et communs en Gironde comme la Piéride du Chou (*Pieris brassicae*) ou le Cuivré commun (*Lycaena phlaeas*).



Reptiles potentiels ou avérés au sein ou à proximité l'aire d'étude					
Nom Français	Nom scientifique	Protection nationale	Statut européen	LRN/ LRR	Statut dans l'aire d'étude
Accenteur mouchet	<i>Prunella modularis</i>	Art 2		LC/-	Alimentation
Bergeronnette grise	<i>Motacilla alba</i>	Art 2		LC/-	Alimentation
Bruant zizi	<i>Emberiza cirlus</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)
Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis</i>	Art 2		VU/-	Alimentation, reproduction possible en bordure de site
Cisticole des joncs	<i>Cisticola juncidis</i>	Art 2		NT/-	Alimentation, reproduction ?
Corneille noire	<i>Corvus corone</i>		An2DO	LC/-	Alimentation
Étourneau sansonnet	<i>Sturnus vulgaris</i>		An2DO	LC/-	Alimentation
Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i>	Art 2		NT/-	Alimentation
Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)
Grive musicienne	<i>Turdus philomelos</i>		An2DO	LC/-	Alimentation, repos, reproduction en lisière – lien avec des populations présentes dans les jardins voisins
Hirondelle rustique	<i>Hirundo rustica</i>	Art 2		NT/-	Transit (observation 2015)
Huppe fasciée	<i>Upupa epops</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)

Source : rapport établi par Eliomys

La présence de plusieurs individus de Cisticole des joncs (*Cisticola juncidis*) observés en mars 2021 peut laisser présager la reproduction de cette espèce, selon la gestion des espaces prairiaux (nécessité d'une fauche tardive en fin d'été). **Cette espèce présente un enjeu faible, local.**

Pour le reste, les quelques arbres et arbustes localisés en bordure des parcelles expertisées peuvent abriter un couple de Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*), de Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*) ou de Serin cini (*Serinus serinus*). Ces 3 espèces, bien que encore assez communes en Gironde, sont classées Vulnérable en France. **Elles présentent cependant un enjeu faible, local.** Leur maintien sur le secteur dépend également en partie des jardins et parcs riverains au site.

Reptiles potentiels ou avérés au sein ou à proximité l'aire d'étude					
Nom Français	Nom scientifique	Protection nationale	Statut européen	LRN/ LRR	Statut dans l'aire d'étude
Hypolaïs polyglotte	<i>Hippolaïs polyglotta</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)
Linotte mélodieuse	<i>Linaria cannabina</i>	Art 2		VU/-	Transit (observation 2015)
Merle noir	<i>Turdus merula</i>	Art 2		LC/-	Alimentation, reproduction dans le voisinage
Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)
Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>	Art 2		LC/-	Alimentation
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	Art 2	An1DO	LC/-	Transit (observation 2015)
Moineau domestique	<i>Passer domesticus</i>	Art 2		LC/-	Alimentation
Pie bavarde	<i>Pica pica</i>		An2DO	LC/-	Alimentation
Pigeon ramier	<i>Columba palumbus</i>		An2DO	LC/-	Alimentation
Pipit farlouse	<i>Anthus pratensis</i>	Art 2		-	Alimentation
Roitelet à triple bandeau	<i>Regulus ignicapilla</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)
Rougegorge familier	<i>Erithacus rubecula</i>	Art 2		LC/-	Alimentation, reproduction possible en bordure de site
Rougequeue noir	<i>Phoenicurus ochruros</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)
Serin cini	<i>Serinus serinus</i>	Art 2		VU/-	Alimentation, reproduction possible en bordure de site
Torcol fourmilier	<i>Jynx torquilla</i>	Art 2		LC/-	Transit (observation 2015)
Tourterelle turque	<i>Streptopelia decaocto</i>		An2DO	LC/-	Alimentation
Verdier d'Europe	<i>Carduelis chloris</i>	Art 2		VU/-	Alimentation, reproduction possible en bordure de site (observation 2015)

LRN : Liste Rouge Nationale espèce nicheuse / LRR : Liste Rouge Régionale espèce nicheuse (n'existe pas en Aquitaine en 2021)

An1/2 DO : Espèce figurant à l'Annexe I ou II de la Directive Oiseaux

LC : Préoccupation mineure, NT : Quasi-menacée, VU : Vulnérable

b Les mammifères

Une seule espèce a été contactée sur le site en 2015 : Le Hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*) qui occupe potentiellement surtout les bordures des parcelles (murs, lisières...). Tout le site, ainsi que le réseau de jardins avoisinant, constituent un habitat d'alimentation pour cette espèce.

Les rares lisières et zones humides présentes sur le site peuvent également être utilisées par les chauves-souris en chasse notamment par la Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*) régulière sur la commune de Libourne (Eliomys, com. pers.). Aucun gîte favorable aux chiroptères arboricoles n'a été identifié.

Reptiles potentiels ou avérés au sein ou à proximité l'aire d'étude					
Nom Français	Nom scientifique	Protection nationale	Statut européen	LRN/LRR	Statut dans l'aire d'étude
Hérisson d'Europe	<i>Erinaceus europaeus</i>	Art 2	-	LC/LC	Alimentation, repos, reproduction en lisière – lien avec des populations présentes dans les jardins voisins
Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Art 2	An4 DH	NT/LC	En chasse sur le site – absence de gîte potentiel

Ces 2 espèces sont communes en Gironde et en Aquitaine et ne présentent qu'un enjeu faible localement.



Linéaire discontinu d'arbres en rive Est du site favorable à l'avifaune (Yannig BERNARD, Eliomys)

3.13.1.3. Conclusions

En ce qui concerne la végétation, 2 habitats naturels caractéristiques des zones humides ont été identifiés (Friche humide à Souchet long et Prairie humide eutrophe). Les sondages pédologiques réalisés sur les habitats pro parte n'ont pas mis en évidence la présence de zone humide supplémentaire. Les zones humides identifiées occupent une surface de 0,15 ha.

En ce qui concerne la faune, les enjeux restent faibles et concentrés sur l'avifaune, le Hérisson et le Lézard des murailles.

L'aménagement de ce secteur devra cependant prendre en compte ces éléments en préservant au mieux les zones humides, le fossé associé et en intégrant des espaces naturels associant prairie fauchée et linéaire boisé favorables à la faune occupant l'espace.

3.13.2. Evolutions apportées à l'Orientation d'Aménagement et de Programmation

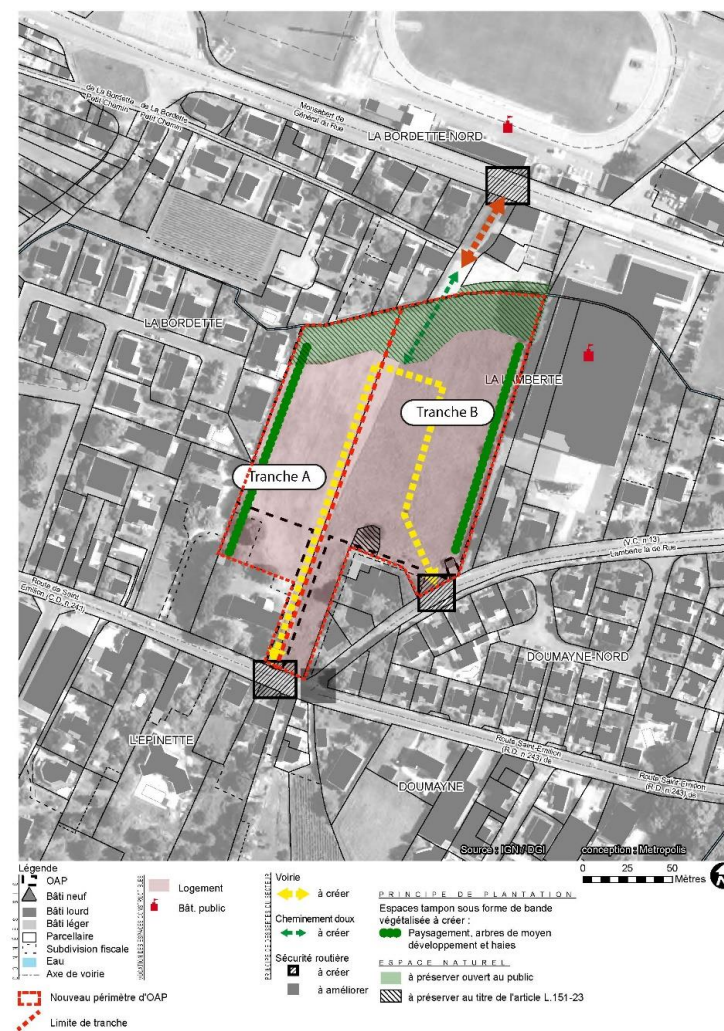
Les évolutions apportées à l'OAP de Monsabert ne modifient pas l'accueil de population prévue sur le site, lors de l'élaboration du PLU de Libourne. En revanche, elles visent :

- ✓ à produire davantage de logements locatifs sociaux (LSS),
- ✓ et à prendre en compte d'une manière plus forte l'environnement.

Schéma d'aménagement de l'OAP, tel que figurant dans le PLU actuel



Schéma d'aménagement de l'OAP, tel que proposé dans cette procédure



3.13.2.1. *Evolutions principales apportées sur le schéma d'aménagement*

Le tracé de l'espace naturel identifié comme « à préserver » sur le schéma d'aménagement évolue afin de s'appuyer sur le contour de la zone humide située le long du fossé (le tracé géoréférencé ayant été transmis à la collectivité). Cet espace naturel comprend également un recul de 20 m le long du ruisseau du Vert (également porté sur le zonage graphique).

- ➡ L'OAP appelant à « compatibilité », l'ensemble de cet espace naturel (zone humide et abords du ruisseau sur un espace tampon de 20 m) se voit également doté d'un classement au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, afin de disposer d'un caractère « conforme ».
- ➡ Une petite zone humide, située sur la partie Sud du site et correspondant à un patch de prairie humide eutrophe (104 m²), est également couverte par ce même outil. Cette information est également mentionnée dans le schéma d'aménagement de l'OAP.

➤ **La modification du PLU permet ici de conforter une mesure d'évitement des milieux naturels sensibles, en introduisant la notion de conformité.**

Le périmètre de l'OAP évolue également afin d'intégrer un bouclage sur la rue de la Lamberte. Les voies de desserte internes sont ainsi modifiées :

- ✓ La voirie principale à créer évite désormais le passage sur la zone humide et le franchissement du ruisseau.
- ✓ Afin de permettre un fonctionnement viaire correct, une liaison douce est créée afin de relier le chemin de la Bordette, et *in fine*, la rue du Général Monsabert.

Enfin, le schéma d'aménagement de l'OAP illustre une organisation du développement en 2 tranches.

3.13.2.2. *Evolutions principales apportées sur les orientations d'aménagement*

La procédure de modification du PLU apporte des orientations d'aménagements renouvelées, voire nouvelles, et visant notamment à mieux intégrer l'environnement ou les objectifs de mixité sociale.

- ✓ **Introduction de seuil minimum de LLS :**
 - 30% minimum dans la tranche A
 - 70% minimum dans la tranche B.
- ✓ **Création d'une liaison douce** et mise en place d'une zone 30, afin de mieux maîtriser les nuisances sonores localement et encourager le déplacement des habitants par des modes alternatifs à la voiture individuelle ;
- ✓ Accompagner le développement du réseau viaire au niveau de cette opération d'aménagement par l'inscription d'orientations visant à réduire les incidences potentielles que peut induire l'urbanisation du site sur la zone humide principale (au nord), le ruisseau du Vert, et le fossé le long de la route de la Lamberte

La création du cheminement doux doit être conçue de façon à éviter tout impact sur la zone humide identifiée et le ruisseau du Vert. Le passage du fossé le long de la route de La Lamberte doit veiller à ne pas constituer d'obstacle à l'écoulement naturel des eaux et à la libre circulation des espèces pouvant utiliser ce fossé.

✓ **Renforcement des orientations d'aménagement évoquées dans la section « principes paysagers » :**

- Vigilance quant aux choix des espèces utilisées pour la création/confortement des haies :
 - eu égard aux problématiques d'allergies au pollen ; notons qu'une annexe sur ce point a déjà été introduite dans le PLU de Libourne, via les procédures de révision à objet unique précédentes
 - ou encore de l'introduction d'espèces présentant un caractère exotique et/ou envahissant.
- installation de nichoirs dans les haies plantées attendue, afin de permettre l'accueil de la biodiversité locale (avifaune, chiroptères...).
- Traitement paysager qualitatif des espaces libres de construction sur les emprises publiques, au-delà de la voie nouvelle (actuellement).
- gestion adaptée (fauche tardive, désherbage chimique prohibé...) de l'espace naturel à préserver (zone humide et abords du ruisseau du Vert)

En accordant une place plus grande « au végétal » sur l'opération d'aménagement (abords du ruisseau du Vert, qualité des espaces végétalisés produits), et en encadrant plus strictement la préservation des zones humides inventoriées, la modification du PLU contribue à une meilleure intégration des enjeux de maintien de la biodiversité locale. Par ces nouvelles modalités d'aménagement, il s'agit en outre de réduire les incidences induites par l'urbanisation du site sur les espèces faunistiques observées mais relevant néanmoins d'enjeux faibles.

Naturellement, l'application des mesures attachées au règlement écrit de la zone 1AU sera un levier supplémentaire, notamment :

- La préservation de 40 % d'espace libre de toute construction seront préservés, avec un minimum de 25% d'espace perméable, sur le terrain d'assiette du projet ;
- Le maintien des plantations existantes ou leur remplacement par des plantations équivalentes.

✓ **Renforcement des orientations d'aménagement évoquées dans la section « conditions d'équipement »**

- En complément des mesures qu'imposent le règlement du PLU en la matière, l'accent est porté notamment sur la maîtrise des eaux pluviales, afin de réduire les incidences générées par l'imperméabilisation des sols du site, mais également avec le souci des logiques « amont-aval » des ruissellements :

« Les opérations d'aménagement doivent comporter un système ou des aménagements favorisant le traitement des eaux pluviales.

Les travaux d'aménagement se feront sur la base du respect des écoulements naturels (fil de l'eau du site à définir) et de la bonne gestion de l'eau (gestion du chemin de l'eau dans l'opération), de la nature du terrain en conservant le plus possible la typologie du site...

Les projets de constructions et les opérations devront nécessairement intégrer une réflexion concernant la gestion des eaux de ruissellement du bassin versant amont intercepté.

Inversement, il est impératif d'intégrer dans les opérations la nécessité de protéger les zones construites en avant ou contrebas des ruissellements en provenance des zones urbaines ou à urbaniser qui seront aménagés, afin de ne pas augmenter le risque pour les habitations situées sur les fonds inférieurs. »

- Introduction d'une orientation œuvrant à réduire les consommations individuelles en eau potable pour les usages qui ne nécessitent pas spécifiquement de respecter des normes de potabilité.

Les projets de constructions devront intégrer un système de réserve d'eau pluviale d'un volume utile d'au moins 3 m³, qui sera enterré ou intégré aux constructions, en vue d'un usage domestique ou d'arrosage.

- Introduction d'une orientation visant à la gestion « organisée » des déchets produits à l'échelle de cette nouvelle opération, qu'ils soient de type « OM » ou « recyclables ».

Les opérations devront prévoir un dispositif (local abrité à ciel ouvert ou dispositif enterré, mais dans tous les cas, masqué de l'espace public) d'une superficie suffisante (proportionnelle au nombre de logements) pour recevoir les divers conteneurs liés à la collecte sélective des déchets ménagers et emballages recyclables, implanté obligatoirement en limite des emprises des voies publiques existantes, à modifier ou à créer.

Ce local sera incorporé au volume de l'opération ou intégré à l'opération.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, la procédure de modification du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

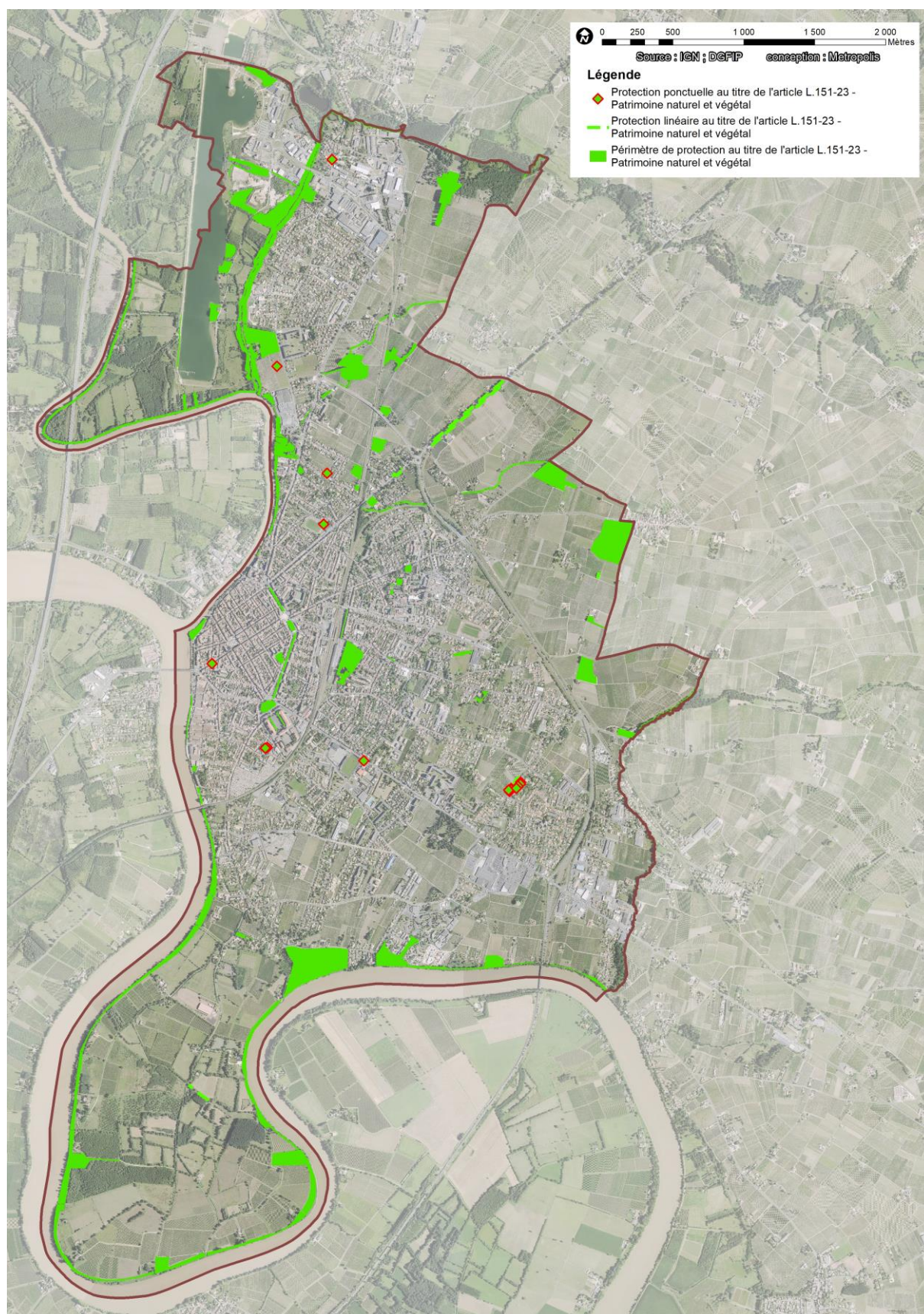
En outre, afin de réduire les incidences durant la phase de travaux, des préconisations sont également émises dans le cadre de cette procédure :

1. **Adaptation des périodes de travaux** : éviter le débroussaillage et les travaux mécaniques de terrassement entre mars et octobre
 - Le but de cette mesure est de limiter le dérangement des espèces pendant les phases sensibles de leur cycle de vie (reproduction notamment).
2. **Mesures permettant d'éviter les pollutions des milieux naturels proches par des substances solides et/ou liquides** : stockage des produits polluants (huiles, hydrocarbures...) uniquement sur des surfaces étanches avec des systèmes de rétention, ravitaillement par des engins sur des surfaces réservées non sensibles, mise en place de dispositifs d'absorption en cas de pollution accidentelle (kits antipollution), zone de parage pour les engins afin de limiter les éventuelles fuites de carburant ou d'huile.
3. **Mise en défens des secteurs sensibles en dehors de l'emprise chantier** (zone humide, ruisseau du Vert... et qui correspondent notamment aux espaces préservés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme).
4. **Information du personnel de chantier à la sensibilité des milieux naturels présents sur le site de Monsabert** (support d'information, cartographie des milieux sensibles du site, réunion de préparation au chantier...)

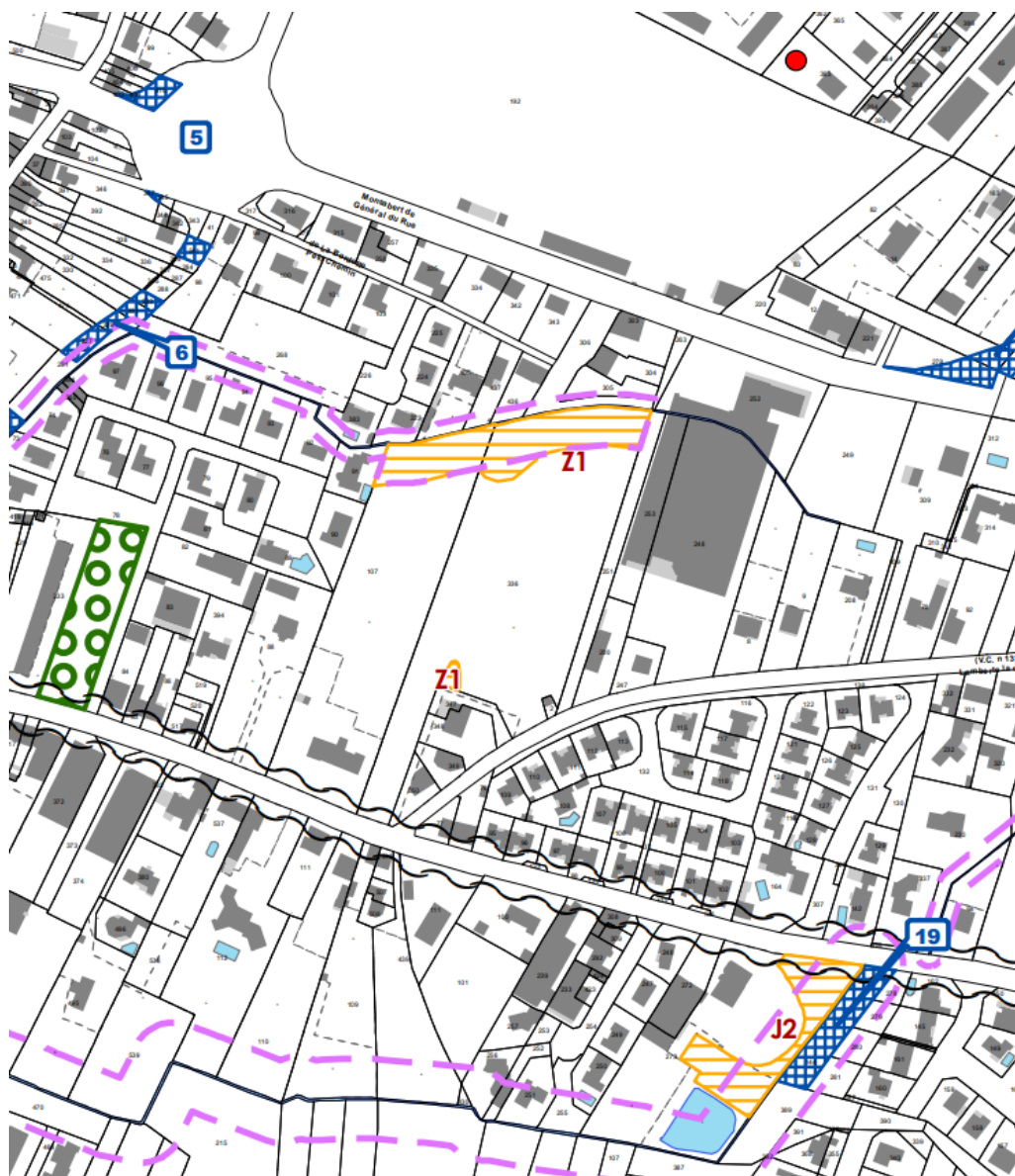
ANNEXES

- Cartographie des éléments du patrimoine naturel du PLU de Libourne, après modification n°1 ;
- Extrait cartographique des prescriptions reportées au règlement graphique du PLU de Libourne après modification n°1, sur le secteur de Monsabert ;
- OAP modifiée du site de Monsabert (version intégrale) ;
- Rapport établi par Eliomys sur le site de Monsabert

Cartographie des éléments du patrimoine naturel du PLU de Libourne, après modification n°1



Extrait cartographique des prescriptions reportées au règlement graphique du PLU de Libourne après modification n°1, sur le secteur de Monsabert



Légende

- ▲ Construction autorisée à changer de destination au titre de l'article L151-11-2° - vocation d'établissement de santé
- ▲ Construction autorisée à changer de destination au titre de l'article L151-11-2° - vocation de bureau ou d'équipements d'intérêt collectif
- ◆ Protection ponctuelle au titre de l'article L. 151-19 (bâti) ou L.151-23 (végétal)
- Protection linéaire au titre de l'article L. 151-19 (bâti) ou L.151-23 (végétal)
- Périmètre de protection au titre de l'article L. 151-19 (bâti) ou L.151-23 (végétal)
- Augmentation à 12m de la hauteur des constructions définie dans le règlement de la zone UB
- Limitations particulières d'implantation des constructions (bande constructible, marge de recul, zone non aedificandi, alignement, emprise de construction...) : recul de 15 m
- Secteur de diversité commerciale à protéger (L. 151-16)
- Recul vis-à-vis des cours d'eau
- Espace boisé classé
- Emplacement réservé
- Périmètre de modération des règles de stationnement
- Secteur ne nécessitant pas une étude au titre du L.111-8
- Secteur nécessitant une étude au titre du L.111-8
- Zone de bruit relatif au voisinage d'infrastructure de transport terrestre
- Site archéologique
- Zone tampon UNESCO - Juridiction de Saint-Emilion
- Limite de commune
- Parcelle
- Hydrographie
- Bâti dur
- Bâti léger
- Subdivision fiscale
- Construction récente ou en cours
- PPRI
 - zone bleue du PPRI (cf. règlement en annexe)
 - zone rouge du PPRI (cf. règlement en annexe)



Pôle Stratégie Urbaine et
Rayonnement Patrimonial

Direction Urbanisme - Foncier



PLAN LOCAL D'URBANISME DE LIBOURNE



3.

Orientations d'Aménagement et de Programmation

OAP Monsabert modifiée

PLU approuvé le 15 décembre 2016

Mise en compatibilité du PLU approuvée le 14/12/2017

1^{ère} modification simplifiée du PLU approuvée le 20/02/2020

Révisions à objet unique n°2, 4, 5 et 6 approuvées le 1^{er}/06/2021

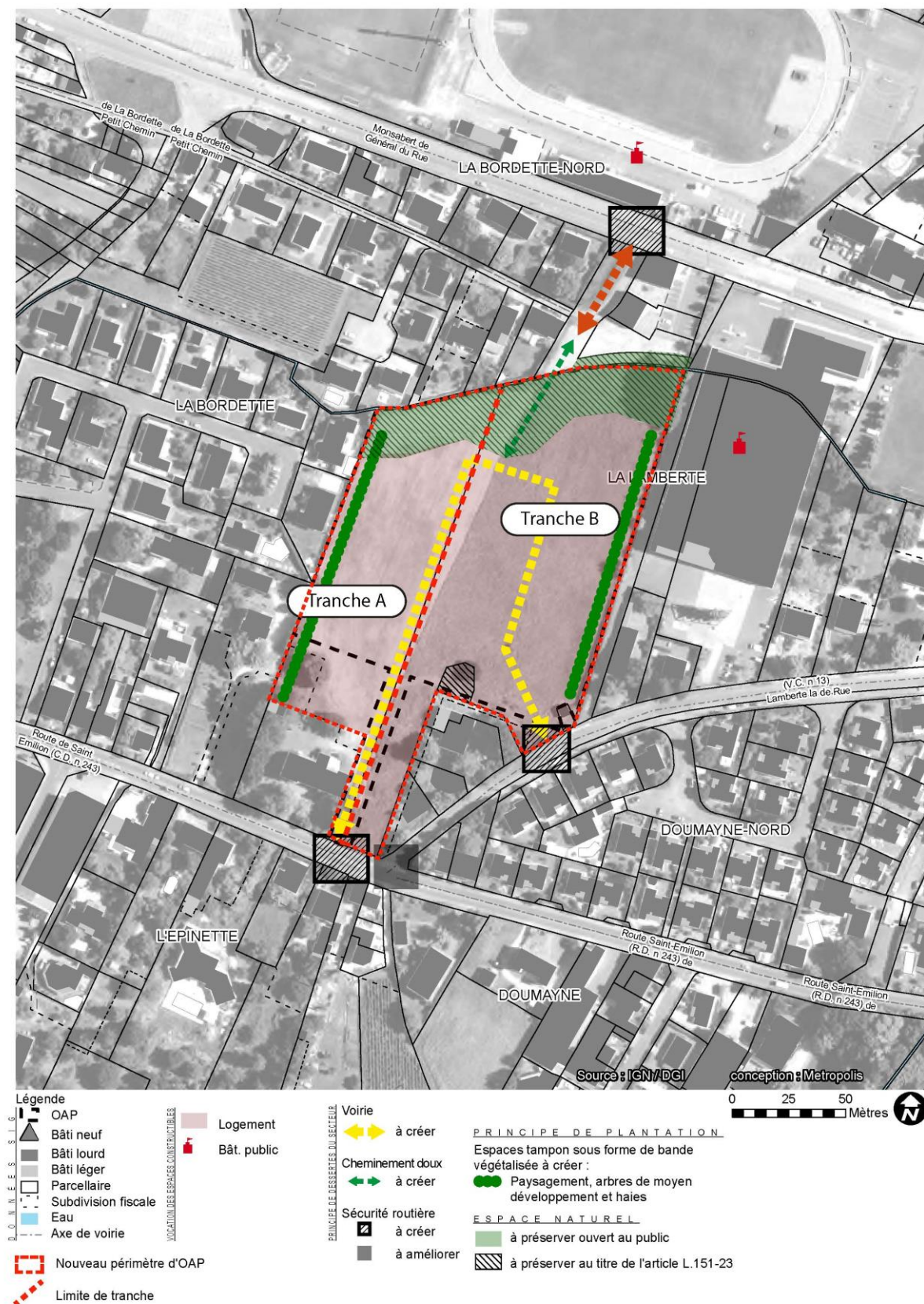
1^{ère} modification du PLU approuvée le

Hôtel de Ville B.P.200 – 33505 Libourne cedex
Tél. 05 57 55 33 33 – Fax. 05 57 55 33 76 – contact@libourne.fr
Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire.

www.libourne.fr

La Cali - Communauté d'agglomération du Libournais
BP 2026 - 33502 Libourne Cedex | tél : 05 57 25 01 51

SCHEMA DE L'OAP



PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Création d'une voie nouvelle ~~traversante~~ de desserte interne au 2 tranches :

- permettant de relier la rue Monsabert à la rue de la Lamberte et la route de Saint-Emilion par le biais d'une connexion piétons-cyclistes, assurant aussi la desserte pompier.
- et permettant l'urbanisation de part et d'autre des terrains.

Cette voie nouvelle sera une voie mixte routière et douce avec un partage de l'espace 60% routier, 40 % doux et apaisée (zone 30). Elle a vocation à rejoindre le domaine public et doit donc répondre à l'ensemble des règles. Elle aura une largeur d'emprise minimum de 8,5m pour un double sens, ~~voirie principale reliant la rue du Général Monsabert à l'avenue de l'Epinette et~~ 6m pour un sens unique, dans le cas de création de voirie pour une desserte interne.

Elle sera accompagnée d'un traitement paysager qualitatif. Son traitement doit permettre la limitation du transit et garantir la qualité résidentielle. Elle intégrera du stationnement public.

Elle devra prendre en compte l'aménagement du passage sur le fossé.

La jonction avec la rue du Général Monsabert sera réalisée via la voie communale située au nord.

Le débouché de cette voie sur la route de Saint-Emilion sera accompagné de l'aménagement d'un équipement routier sécuritaire.

Principe paysager :

- Création d'une lisière plantée à l'est et à l'ouest du site, véritable bande tampon arbustive entre les constructions existantes (bâtiment du service départemental d'incendie et de secours, tissu pavillonnaire) et les futures constructions : bande végétalisée, paysagée, composée d'arbres de moyen développement et de haies. Une attention particulière est requise quant au choix des espèces utilisées afin de limiter la concentration de celles présentant un fort potentiel allergisant, et d'éviter les espèces présentant un caractère exotique et/ou envahissant. (cf. liste des plantes recommandées en annexe du règlement et/ou le guide établi par le Conservatoire Botanique National Sud Atlantique « Végétalisation à vocation écologique et paysagère en Nouvelle-Aquitaine »).
- L'installation de nichoirs dans les haies plantées est attendue afin de permettre l'accueil de la biodiversité locale (avifaune, chiroptères...).
- Traitement paysager qualitatif de la voie nouvelle, ainsi que des espaces libres de construction sur les emprises publiques.
- ~~Espace vert préservant la zone humide au nord.~~ Préservation stricte de la zone humide identifiée sur le site, et comprise dans « l'espace naturel à préserver » sur le schéma d'aménagement. Cet espace à préserver fait l'objet d'un classement au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.
- L'espace naturel à préserver devra faire l'objet d'une gestion adaptée (fauche tardive, désherbage chimique prohibé...).

Prescription urbaine :

~~La taille minimale pour la mise en œuvre d'une telle opération d'ensemble est de 5 000 m².~~

~~Le règlement qui s'applique est selon le plan de zonage soit :~~

~~— Règlement 1AU — complété des prescriptions décrites ci-dessus.~~

~~Pour les opérations d'ensemble au-delà de 7000m², il faudra prévoir 2 connexions une vers la route de Saint-Emilion et une vers la rue Monsabert~~

~~Le nombre minimum de logement à produire à l'hectare est de 30 logements.~~

Secteur 1AU Monsabert	
Tranche A	Tranche B
Superficie minimale d'ouverture à l'urbanisation : 5088 m ² (6218 m ² avec la partie naturelle)	Superficie minimale d'ouverture à l'urbanisation : 11770 m ² (13415 m ² avec la partie naturelle)
Nombre de logements minimum : 15 (densité de 30 logements/ha dans le périmètre aggloméré)	Nombre de logements minimum : 35 (densité de 30 logements/ha dans le périmètre aggloméré)
LLS : 30% minimum	LLS : 70% minimum

PROGRAMMATION

Urbanisation future : Le site est un potentiel d'urbanisation future : zone 1AU dans le PLU, qui deviendra une zone UC ou une zone UE.

CONDITIONS D'EQUIPEMENT

Raccordement obligatoire aux réseaux d'assainissement collectif.

Raccordement obligatoire aux réseaux d'eaux pluviales collectifs avec un débit de fuite maîtrisé pour l'ensemble de chaque phase de l'opération.

En complément proposition :

Les opérations d'aménagement doivent comporter un système ou des aménagements favorisant le traitement des eaux pluviales.

Les travaux d'aménagement se feront sur la base du respect des écoulements naturels (fil de l'eau du site à définir) et de la bonne gestion de l'eau (gestion du chemin de l'eau dans l'opération), de la nature du terrain en conservant le plus possible la typologie du site...

Les projets de constructions et les opérations devront nécessairement intégrer une réflexion concernant la gestion des eaux de ruissellement du bassin versant amont intercepté.

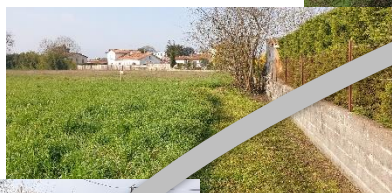
Inversement, il est impératif d'intégrer dans les opérations la nécessité de protéger les zones construites en avant ou contrebas des ruissellements en provenance des zones urbaines ou à urbaniser qui seront aménagés, afin de ne pas augmenter le risque pour les habitations situées sur les fonds inférieurs.

Mise en œuvre de la protection incendie du site : la zone est défendue, par trois hydrants situés à moins de 200 mètres dont deux (PI n°207 et 39) présentent un débit insuffisant.

La création d'équipements de sécurité intégrant une qualité architecturale accompagnera, les connexions de voiries comme cela est indiqué sur le schéma.

Les opérations devront prévoir un dispositif (local abrité à ciel ouvert ou dispositif enterré, mais dans tous les cas, masqué de l'espace public) d'une superficie suffisante (proportionnelle au nombre de logements) pour recevoir les divers conteneurs liés à la collecte sélective des déchets ménagers et emballages recyclables, implanté obligatoirement en limite des emprises des voies publiques existantes, à modifier ou à créer

Ce local sera incorporé au volume de l'opération ou intégré à l'opération.



Prédiagnostic et diagnostic des zones humides à Montsabert (Gironde)

**—
Commune de Libourne**





Conseil et Expertise en Environnement

Olivier TOUZOT

Eliomys Gironde
06.34.51.82.79
olivier.touzot@eliomys.fr

Yannig BERNARD

Eliomys Gironde
06.34.51.82.79
yannig.bernard@eliomys.fr

Xavier LOUBERT-DAVAINE

Siège social
06.11.13.17.18
xavier.loubert@eliomys.fr

Damien TROQUEREAU

Eliomys Gironde
07.89.66.66.89
damien.troquereau@eliomys.fr

ELIOMYS. Société de conseil et d'expertise en environnement.
SARL au capital de 3 000 € enregistrée au RCS de Nantes.
Siège social : La Barre Théberge 44440 Trans-sur-Erdre.
SIRET : 52964875000014
Tva intracommunautaire FR29529648750
Contact : eliomys@eliomys.fr

Rédacteurs

Version 1.0



Yannig BERNARD - ELIOMYS

Fonction : Ecologue

Mission : cartographie, rédaction, synthèse

Le 24 mars 2021



Thomas PICHILLOU - ELIOMYS

Fonction : Ecologue botaniste

Mission : Expertises, analyses, cartographie, rédaction

SOMMAIRE

I.	CONTEXTE DE L'ETUDE.....	5
I.1	OBJECTIFS	5
I.2	AIRE D'ETUDE	5
II.	METHODOLOGIE GENERALE	6
II.1	RECUEIL PRELIMINAIRE D'INFORMATIONS	6
II.2	DATES DE PASSAGE SUR SITE.....	6
II.3	INTERVENANTS	6
II.4	ZONE HUMIDE	6
II.4.1	Matériel et méthode.....	6
II.4.2	Analyse bibliographique.....	8
II.5	LIMITES DU PRE-DIAGNOSTIC	8
III.	DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES.....	9
III.1	ZONES HUMIDES PRESENTES SUR L'AIRE D'ETUDE SELON LE CRITERE HABITAT	9
III.2	ZONES HUMIDES PRESENTES SUR L'AIRE D'ETUDE SELON LE CRITERE PEDOLOGIQUE.....	11
IV.	PREDIAGNOSTIC FAUNISTIQUE	13
IV.1	LES OISEAUX	13
IV.2	LES AMPHIBIENS	15
IV.3	LES REPTILES	15
IV.4	LES INSECTES.....	15
IV.5	LES MAMMIFERES	15
V.	CONCLUSION	17
	BIBLIOGRAPHIE	18

I. CONTEXTE DE L'ETUDE

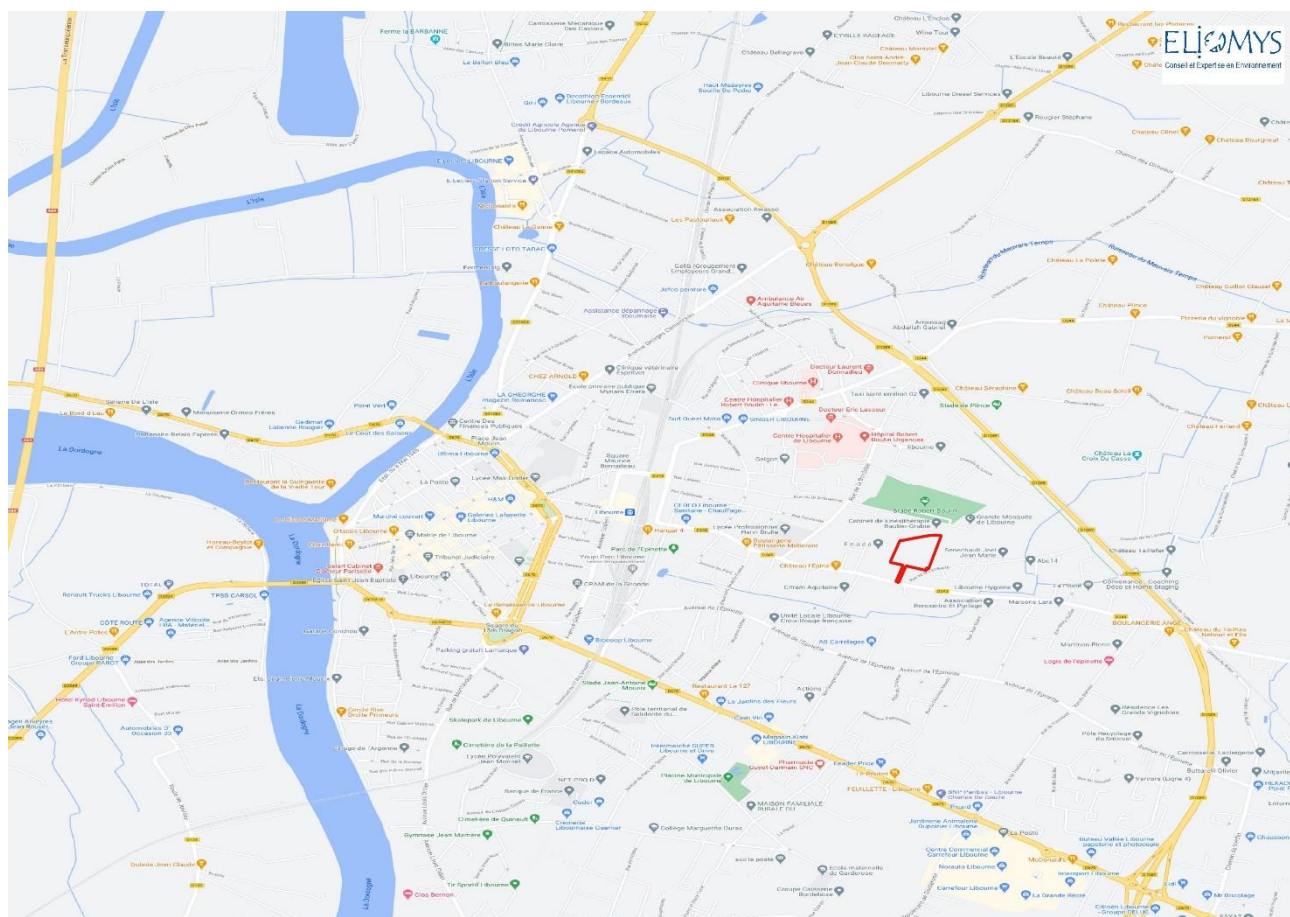
1.1 OBJECTIFS

La présente étude a pour objet la réalisation d'un prédiagnostic écologique ainsi que la délimitation des zones humides sur plusieurs parcelles localisées sur la commune de Libourne au lieu-dit Montsabert en Gironde.

La présente note a pour objectif de rendre compte de la session d'inventaires ayant eu lieu en mars 2021.

1.2 AIRE D'ETUDE

L'aire d'étude se compose de parcelles de type prairial située dans la ville de Libourne.



II. METHODOLOGIE GENERALE

II.1 RECUEIL PRELIMINAIRE D'INFORMATIONS

Une première analyse a été menée à partir de la photo aérienne sous un logiciel de SIG (Quantum GIS). Nous avons également consulté attentivement le prédiagnostic réalisé sur le site en 2015 par l'entreprise Biotope.

II.2 DATES DE PASSAGE SUR SITE

Date de passage	Conditions météorologiques
08/03/2021	Beau, tempéré et sec (13° C)

II.3 INTERVENANTS

Equipe mobilisée		
Intervenant	Structure	Rôle
Thomas PICHILLOU	ELIOMYS	Relevés de terrain flore, sondage pédologique rédaction, cartographie, synthèse
Yannig BERNARD	ELIOMYS	Mise en forme et finalisation du dossier

II.4 ZONE HUMIDE

II.4.1 MATERIEL ET METHODE

L'arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008, paru au J.O. du 24 novembre 2009, précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement. Ce dernier précise qu'un « espace peut être considéré comme zone humide (...) dès qu'il présente l'un des critères suivants :

- Ses sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques parmi ceux mentionnés dans la liste figurant à l'annexe 1.1 et identifiés selon la méthode figurant à l'annexe 1.2 ;
- Sa végétation, si elle existe, est caractérisée :
 - ✓ soit par des espèces indicatrices de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste d'espèces figurant à l'annexe 2.1 complétée, si nécessaire, par une liste additive d'espèces arrêtée par le préfet de région sur proposition du conseil scientifique régional du patrimoine naturel, le cas échéant adaptée par territoire biogéographique ;
 - ✓ soit par des communautés d'espèces végétales, dénommées « habitats », caractéristiques de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste correspondante figurant à l'annexe 2.2. ». De fait, d'après leur Code Corine Biotope associé, il est possible de déterminer, pour les habitats de l'aire d'étude, si ces derniers peuvent être assimilés à une zone humide. A défaut et dans un second temps, l'étude de la végétation peut permettre de déterminer le caractère humide ou non des habitats pour lesquels demeure une incertitude. Enfin, si ni le Code Corine associé à l'habitat, ni la végétation qu'il abrite ne permettent de déterminer le caractère humide d'un milieu, il est nécessaire d'effectuer un sondage pédologique afin de le déterminer.

La réalisation de l'expertise des zones humides sur le périmètre d'étude a nécessité :

- une analyse bibliographique ;
- une caractérisation des habitats naturels ;
- la réalisation de sondages pédologiques.

Selon l'arrêté du 24 juin 2008, « l'examen de la végétation consiste à déterminer si celle-ci est hygrophile à partir soit directement des espèces végétales, soit des communautés d'espèces végétales dénommées « habitats ». » Une reconnaissance des habitats naturels a été menée sur l'ensemble de l'aire d'étude. L'identification des habitats a été faite selon la typologie française CORINE BIOTOPES (BISSARDON, GUIBAL et RAMEAU, 1997) et le Prodrome des végétations de France (Bardat et al., 2004). Il est alors possible de déterminer si cette formation correspond à un ou plusieurs habitats caractéristiques des zones humides parmi ceux mentionnés en annexe 2 de l'arrêté.

Ce premier niveau d'expertise permet de différencier :

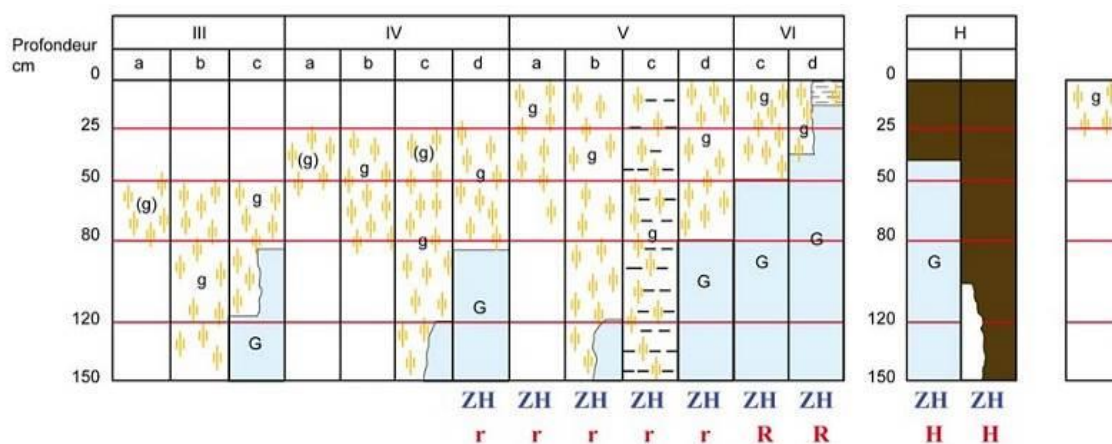
- les zones humides strictes (habitats cotés H) – la cartographie des habitats suffit à la délimitation de la zone humide et aucune expertise complémentaire n'est nécessaire sur ces surfaces.
- les zones pro parte (habitats cotés p) et certains habitats non listés – il n'est pas possible de conclure sur la nature humide de la zone à partir de la seule lecture des données relatives aux habitats. Une expertise floristique et/ou une expertise pédologique s'avère nécessaire.

Les inventaires pédologiques ont été menés au cours du printemps 2021 afin d'identifier d'éventuelles traces d'hydromorphie. La présence de ces traces permet de déterminer si un sol donné est un sol de zone humide ou non. L'examen des sols a porté prioritairement sur des points situés de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide ou dans les secteurs les plus favorables à l'expression des zones humides (points bas, à proximité de fossés...).

L'examen du sondage pédologique vise à vérifier la présence :

- d'horizons histiques ou tourbeux) débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol et d'une épaisseur d'au moins 50 centimètres ;
- ou de traits réductiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol ;
- ou de traits rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de la surface du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur ;
- ou de traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol et des traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur.

Si l'un de ces profils est rencontré lors des sondages, alors la zone est considérée comme humide. Le type de sol est déterminé en fonction du schéma suivant, issu de l'Annexe IV de la circulaire de janvier 2010 : « Illustration des caractéristiques des sols de zones humides ».



Morphologie des sols correspondant à des "zones humides" (ZH)

(g)	caractère rédoxique peu marqué	(pseudogley peu marqué)
g	caractère rédoxique marqué	(pseudogley marqué)
G	horizon réductique	(gley)
H	Histosols	R Réductisols
r	Rédoxisols (rattachements simples et rattachements doubles)	

d'après Classes d'hydromorphie du Groupe d'Étude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981)

II.4.2 ANALYSE BIBLIOGRAPHIQUE

L'aire d'étude est localisée dans le système des versants plus ou moins hydromorphes, sur molasse de l'agenais sur calcaire à astéries de l'entre-deux-mers oriental (source : GisSol, Référentiel régional pédologique de l'Aquitaine). Ce système abrite principalement des Luvisols-Rédoxisols hydromorphes.

Le secteur d'étude n'est concerné par aucune enveloppe de pré-localisation de zones humides (source : SIG Réseau zones humides ; Zones à dominante humide – Bassin de la Dordogne).

II.5 LIMITES DU PRE-DIAGNOSTIC

Il ne s'agit en aucun cas d'un diagnostic écologique reposant sur des inventaires de terrain sur un cycle biologique complet. En effet, la recherche spécifique d'une espèce nécessite des investigations poussées (protocole particulier) et d'être à la bonne saison. Ce prédiagnostic a permis d'élaborer une première cartographie des milieux présents et d'identifier les principales potentialités d'accueil pour les espèces. Ensuite, une synthèse des principaux enjeux écologiques a été réalisée.

III. DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES

III.1 ZONES HUMIDES PRESENTES SUR L'AIRE D'ETUDE SELON LE CRITERE HABITAT

La cartographie de la végétation est utilisée pour l'inventaire des zones humides. La délimitation est alors établie sur la base du contour des habitats identifiés selon la nomenclature CORINE Biotopes (Bissardon, Guibal & Rameau, 1997) ou le Prodrome des végétations de France (Bardat et al., 2004). Les données bibliographiques (Biotope, 2015) font état de la présence d'un habitat naturel caractéristique des zones humides. Il s'agit d'une friche humide à Souchet long (Code Corine biotopes : 37.2x87.1). Cet habitat est localisé au nord du secteur d'étude en bordure d'un fossé qui été partiellement en eau lors des inventaires de terrain en 2021. Les dates de passage en 2021 n'étant pas favorable à l'observation de cet habitat, il est considéré comme étant encore présent. Un sondage pédologique a été réalisé au sein de cette friche. Il s'est révélé caractéristique des sols des zones humides.

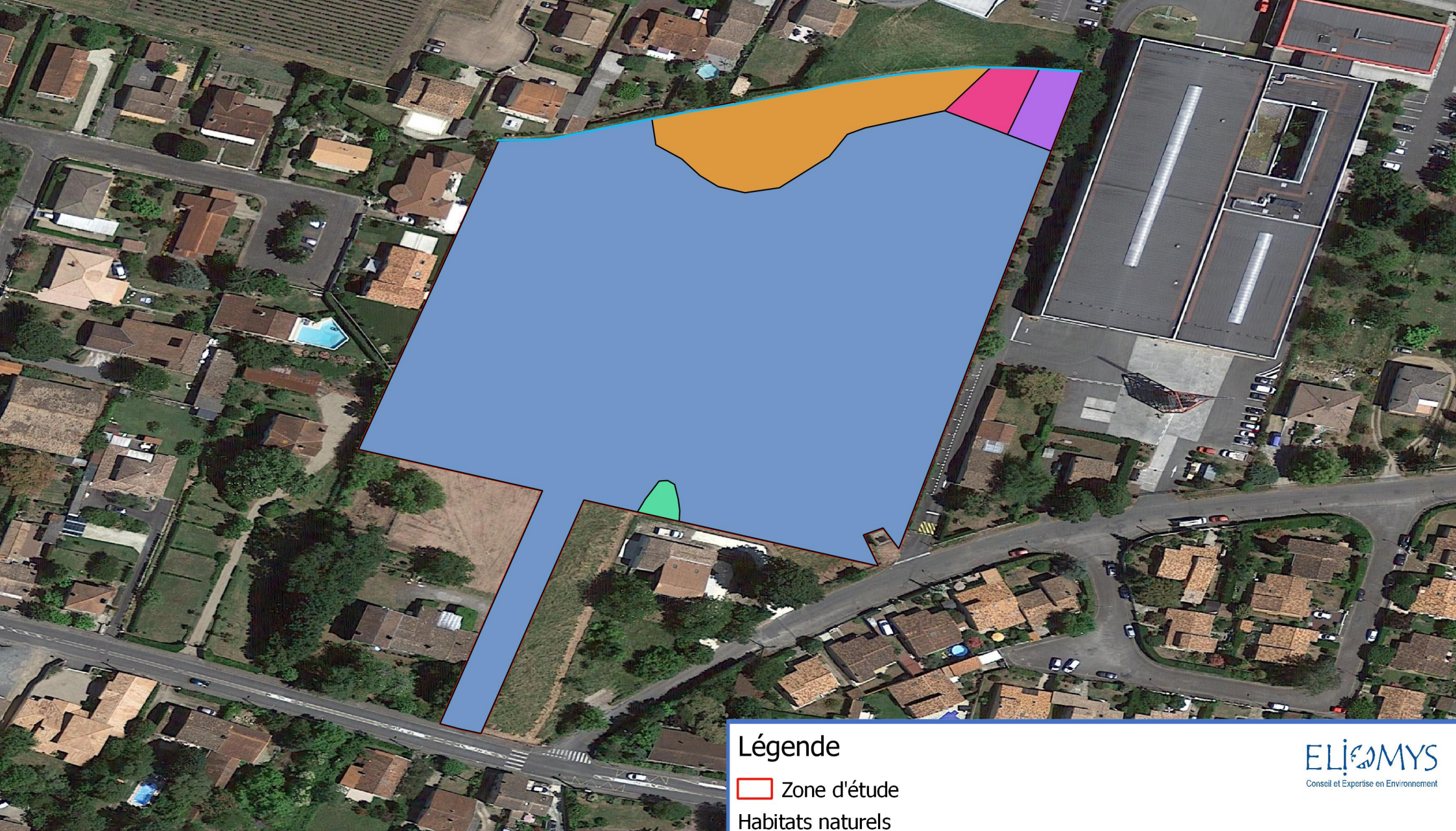
Parmi les 5 habitats identifiés sur l'aire d'étude, 2 habitats sont caractéristiques des zones humides. Il s'agit d'une friche à Souchet long (Code Corine biotopes : 37.2x87.1) et d'une prairie humide eutrophe (Code Corine biotopes : 37.2).

Les autres habitats (Bosquet de Robinier, Friche graminéenne et Friche herbacée et Ourlet mésohygrophile rudéralisé) sont considérés comme *pro parte*. Des sondages pédologiques sont nécessaires sur ces habitats afin de conclure sur leur caractère humide ou non humide.

Libellé de l'habitat	Rattachement phytosociologique	Typologie CORINE biotopes	Zone humide
Bosquet de Robinier	<i>Robinieta pseudoacaciae</i> Jurko ex Hadač & Sofron 1980	83.324	<i>Pro parte</i>
Friche graminéenne et Friche herbacée	<i>Arrhenatheretea alatoris</i> Braun-Blanq. ex Braun-Blanq., Roussine & Nègre 1952	38.2x87.1	Humide
Friche humide à Souchet long	<i>Agrostietea stolonifera</i> Oberd. 1983	37.2x87.1	Humide
Ourlet mésohygrophile rudéralisé	<i>Galio aparines</i> – <i>Urticetea dioicae</i> H. Passarge ex Kopecký 1969	37.72	<i>Pro parte</i>
Prairie humide eutrophe	<i>Agrostietea stolonifera</i> Oberd. 1983	37.2	<i>Pro parte</i>

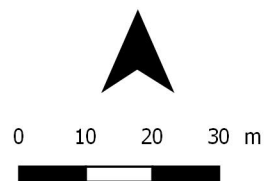
Au total, 2 habitats naturels caractéristiques des zones humides ont été identifiés. Ils occupent une surface de 0,15 ha.

3 habitats naturels identifiés comme pro parte ont fait l'objet de sondages pédologiques afin de conclure sur le caractère humide ou non de ces habitats.



Cartographie des habitats naturels

Prédiagnostic à Montsabert à Libourne (33)




Source : fond googleearth, données Eliomys. 2021

Légende

 Zone d'étude


Habitats naturels

 Bosquet de Robinier (83.324 / G1.CA)

 Friche gramineenne et Friche herbacee (38.2x87.1 / E2.2xE5.1)

 Friche humide a Souchet long (37.2x87.1 / E3.4xE5.1)

 Ourlet mesohygrophile ruderalise (37.72 / E5.43)

 Prairie humide eutrophe (37.2 / E3.4)

ELIOMYS
Conseil et Expertise en Environnement



Bosquet de Robinier



Friche graminéenne et Friche herbacée



Friche humide à Saouchet long
(source : Biotope, 2015)



Ourlet mésohygrophile
rudéralisé



Prairie humide eutrophe

III.2 ZONES HUMIDES PRESENTES SUR L'AIRE D'ETUDE SELON LE CRITERE PEDOLOGIQUE

Une expertise pédologique a été menée sur l'aire d'étude afin de compléter les informations apportées par la cartographie des végétations. Ainsi, des sondages pédologiques ont été réalisés au droit des habitats naturels identifiés comme *pro parte*.

Au total, 13 sondages pédologiques ont été effectués (cf. Carte suivante). Ces sondages ont été placés au niveau des points topographiques les plus bas, à proximité des zones humides identifiées sur le critère habitats. Sur ces 13 sondages, 1 sondage a pu être classé comme caractéristique de sols des zones humide au titre de l'arrêté du 01 octobre 2009. Les traces d'hydromorphies apparaissent à partir de 20 cm de profondeur et elles s'intensifient en profondeur.

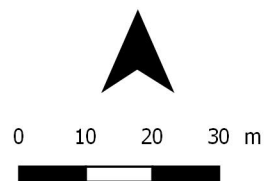
Les autres sondages n'ont pas révélé la présence de sols caractéristiques des zones humides. Des traces d'hydromorphies apparaissent au-delà des 40 premiers centimètres de profondeur sur certains sondages. Il s'agit de sols hydromorphes mais non humides selon l'arrêté. Le tableau suivant propose une description des sondages réalisés.

N° sondage	Occupation du sol	Prof. du sondage (cm)	Apparition traces hydromorphies (cm)	Classe GEPPA	Caractère humide
S1	Friche graminéenne et Friche herbacée	95	40	IVc	Non
S2	Friche graminéenne et Friche herbacée	105	55	IIIb	Non
S3	Ourlet mésohygrophile rudéralisé	100	65	IIIb	Non
S4	Friche humide à Souchet long	100	20	Vb	Oui
S5	Bosquet de Robinier	90	75	IIIb	Non
S6	Friche graminéenne et Friche herbacée	85	45	IVc	Non
S7	Friche graminéenne et Friche herbacée	80	65	IIIb	Non
S8	Friche graminéenne et Friche herbacée	80	70	IIIb	Non
S9	Friche graminéenne et Friche herbacée	75	Pas de trace	-	Non
S10	Friche graminéenne et Friche herbacée	80	70	IIIb	Non
S11	Friche graminéenne et Friche herbacée	80	70	IIIb	Non
S12	Friche graminéenne et Friche herbacée	90	80	IIIb	Non
S13	Friche graminéenne et Friche herbacée	80	60	IIIb	Non



Localisation des sondages pédologiques

Prédiagnostic à Montsabert à Libourne (33)



Légende

Zone d'étude

Fossé

Sondage pédologique non humide

Sondage pédologique humide

Au total, 13 sondages pédologiques ont été réalisés. 1 sondage est caractéristique de sols des zones humides. Les 12 autres ne sont pas caractéristiques de sols des zones humides.

Aucune zone humide supplémentaire n'a été identifiée sur le critère pédologique (le sondage humide se trouve au sein d'un habitat caractéristique des zones humides).



Sondage S4

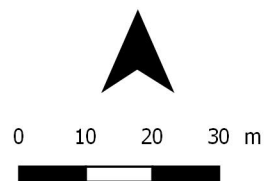


Traces d'oxydation (Sondage S4)



Localisation des zones humides

Prédiagnostic à Montsabert à Libourne (33)



Légende

- Zone d'étude
- Zone humide effective
- Fossé

IV. PREDIAGNOSTIC FAUNISTIQUE

IV.1 LES OISEAUX

29 espèces d'oiseaux ont été contactées sur la zone d'étude en 2015 et 2021. Le cortège se compose essentiellement d'espèces ubiquistes, fréquentant notamment les espaces de parcs et de jardins. Peu d'espèces sont susceptibles de se reproduire sur le site, du fait notamment du très faible nombre d'arbres et d'arbustes présents.

La présence de plusieurs individus de Cisticole des joncs (*Cisticola juncidis*) observés en mars 2021 peut laisser présager la reproduction de cette espèce, selon la gestion des espaces prairiaux (nécessité d'une fauche tardive en fin d'été). Cette espèce présente un enjeu faible, local.

Pour le reste, les quelques arbres et arbustes localisés en bordure des parcelles expertisées peuvent abriter un couple de Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*), de Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*) ou de Serin cini (*Serinus serinus*). Ces 3 espèces, bien que encore assez communes en Gironde sont classées Vulnérable en France. Elles présentent cependant un enjeu faible, local. Leur maintien sur le secteur dépend également en partie des jardins et parcs riverains au site.

Reptiles potentiels ou avérés au sein ou à proximité l'aire d'étude					
Nom Français	Nom scientifique	Protection nationale	Statut européen	LRN/LRR	Statut dans l'aire d'étude
Accenteur mouchet	<i>Prunella modularis</i>	Art 2		LC/-	Alimentation
Bergeronnette grise	<i>Motacilla alba</i>	Art 2		LC/-	Alimentation
Bruant zizi	<i>Emberiza cirrus</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)
Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis</i>	Art 2		VU/-	Alimentation, reproduction possible en bordure de site
Cisticole des joncs	<i>Cisticola juncidis</i>	Art 2		NT/-	Alimentation, reproduction ?
Corneille noire	<i>Corvus corone</i>		An2DO	LC/-	Alimentation
Étourneau sansonnet	<i>Sturnus vulgaris</i>		An2DO	LC/-	Alimentation
Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i>	Art 2		NT/-	Alimentation
Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)
Grive musicienne	<i>Turdus philomelos</i>		An2DO	LC/-	Alimentation, repos, reproduction en lisière – lien avec des populations présentes dans les jardins voisins
Hirondelle rustique	<i>Hirundo rustica</i>	Art 2		NT/-	Transit (observation 2015)
Huppe fasciée	<i>Upupa epops</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)

Reptiles potentiels ou avérés au sein ou à proximité l'aire d'étude					
Nom Français	Nom scientifique	Protection nationale	Statut européen	LRN/LRR	Statut dans l'aire d'étude
Hypolaïs polyglotte	<i>Hippolais polyglotta</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)
Linotte mélodieuse	<i>Linaria cannabina</i>	Art 2		VU/-	Transit (observation 2015)
Merle noir	<i>Turdus merula</i>	Art 2		LC/-	Alimentation, reproduction dans le voisinage
Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)
Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>	Art 2		LC/-	Alimentation
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	Art 2	An1DO	LC/-	Transit (observation 2015)
Moineau domestique	<i>Passer domesticus</i>	Art 2		LC/-	Alimentation
Pie bavarde	<i>Pica pica</i>		An2DO	LC/-	Alimentation
Pigeon ramier	<i>Columba palumbus</i>		An2DO	LC/-	Alimentation
Pipit farlouse	<i>Anthus pratensis</i>	Art 2		-	Alimentation
Roitelet à triple bandeau	<i>Regulus ignicapilla</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)
Rougegorge familier	<i>Erithacus rubecula</i>	Art 2		LC/-	Alimentation, reproduction possible en bordure de site
Rougequeue noir	<i>Phoenicurus ochruros</i>	Art 2		LC/-	Alimentation (observation 2015)
Serin cini	<i>Serinus serinus</i>	Art 2		VU/-	Alimentation, reproduction possible en bordure de site
Torcol fourmilier	<i>Jynx torquilla</i>	Art 2		LC/-	Transit (observation 2015)
Tourterelle turque	<i>Streptopelia decaocto</i>		An2DO	LC/-	Alimentation
Verdier d'Europe	<i>Carduelis chloris</i>	Art 2		VU/-	Alimentation, reproduction possible en bordure de site (observation 2015)

LRN : Liste Rouge Nationale espèce nicheuse / LRR : Liste Rouge Régionale espèce nicheuse (n'existe pas en Aquitaine en 2021)

An1/2 DO : Espèce figurant à l'Annexe I ou II de la Directive Oiseaux

LC : Préoccupation mineure, NT : Quasi-menacée, VU : Vulnérable

Sur les 29 espèces contactées et potentielles, 23 sont protégées par l'article 3 de l'arrêté du 29 octobre 2009.

IV.2 LES AMPHIBIENS

Aucun enjeu relatif aux amphibiens n'a été identifié sur le site.

IV.3 LES REPTILES

Une seule espèce a été contactée sur le site : Le Lézard des murailles (*Podarcis muralis*) qui occupe les bordures des parcelles (murs, lisières...).

Reptiles potentiels ou avérés au sein ou à proximité l'aire d'étude					
Nom Français	Nom scientifique	Protection nationale	Statut européen	LRN/LRR	Statut dans l'aire d'étude
Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	Art 2	An4 DH	LC/LC	Alimentation, repos, reproduction en lisière – lien avec des populations présentes dans les jardins voisins

Cette espèce est commune en Gironde et en Aquitaine et ne présente qu'un enjeu faible localement.

Le Lézard des murailles bénéficie d'une protection réglementaire. Il est protégé au titre de l'article 2 de l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant la liste des espèces de reptiles et d'amphibiens protégés en France.

IV.4 LES INSECTES

Aucun enjeu relatif aux insectes n'a été identifié sur le site. Les habitats présents en sont favorables qu'à quelques espèces de lépidoptères ubiquistes et communs en Gironde comme la Piéride du Chou (*Pieris brassicae*) ou le Cuivré commun (*Lycaena phlaeas*).

IV.5 LES MAMMIFERES

Une seule espèce a été contactée sur le site en 2015 : Le Hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*) qui occupe potentiellement surtout les bordures des parcelles (murs, lisières...). Tout le site ainsi que le réseau de jardins avoisinant constituent un habitat d'alimentation pour cette espèce. Les rares lisières et zones humides présentes sur le site peuvent également être utilisées par les chauves-souris en chasse notamment par la Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*) régulière sur la commune de Libourne (Eliomys, com. pers.). Aucun gîte favorable aux chiroptères arboricoles n'a été identifié.

Reptiles potentiels ou avérés au sein ou à proximité l'aire d'étude					
Nom Français	Nom scientifique	Protection nationale	Statut européen	LRN/LRR	Statut dans l'aire d'étude
Hérisson d'Europe	<i>Erinaceus europaeus</i>	Art 2	-	LC/LC	Alimentation, repos, reproduction en lisière – lien avec des populations présentes dans les jardins voisins
Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Art 2	An4 DH	NT/LC	En chasse sur le site – absence de gîte potentiel

Ces 2 espèces sont communes en Gironde et en Aquitaine et ne présentent qu'un enjeu faible localement.

Le Hérisson d'Europe et la Pipistrelle commune bénéficient d'une protection réglementaire. Ils sont protégés au titre de l'article 2 de l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des espèces de mammifères protégés en France.



Linéaire discontinu d'arbres en rive Est du site favorable à l'avifaune (Yannig BERNARD, Eliomys)

Fourrés et arbres formant un refuge pour le Hérisson et l'avifaune (Yannig BERNARD, Eliomys)

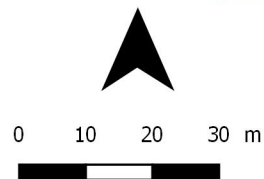




Observations et habitats de la faune

Prédiagnostic à Montsabert à Libourne (33)

ELIOMYS
Conseil et Expertise en Environnement



Source : fond googleearth, données Eliomys. 2021

Légende

Zone d'étude

Habitats de la faune

Fourrés favorables à la reproduction de l'avifaune et au repos du Hérisson

Point d'observation

- Chardonneret élégant
- Cisticole de joncs
- Faucon crécerelle
- Serin cini

V. CONCLUSION

En ce qui concerne la végétation, 2 habitats naturels caractéristiques des zones humides ont été identifiés (Friche humide à Souchet long et Prairie humide eutrophe).

Les sondages pédologiques réalisés sur les habitats *pro parte* n'ont pas mis en évidence la présence de zone humide supplémentaire. Les zones humides identifiées occupent une surface de 0,15 ha.

En ce qui concerne la faune, les enjeux restent faibles concentrés sur l'avifaune, le Hérisson et le Léopard des murailles.

L'aménagement de ce secteur devra cependant prendre en compte ces éléments en préservant au mieux les zones humides, le fossé associé et en intégrant des espaces naturels associant prairie fauchée et linéaire boisé favorables à la faune occupant l'espace. Ces mesures seront à concevoir en intégrant d'éventuelles continuités écologiques (fossé notamment et zones naturelles situées plus au sud).

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et publications

ABADIE J.-C., NAWROT O., VIAL T., CAZE G. et HAMDI E., 2019 – *Liste des espèces déterminantes ZNIEFF de la flore vasculaire de Nouvelle-Aquitaine* – Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique, Conservatoire Botanique National du Massif central et Conservatoire Botanique National des Pyrénées et de Midi-Pyrénées. 108 pages + annexes.

BARDAT J., BIORET F., BOTINEAU M., BOULLET V., DELPECH R., GÉHU J.-M., HAURY J., LACOSTE A., RAMEAU J.-C., ROYER J.-M., ROUX G. & TOUFFET J., 2004 - *Prodrome des végétations de France. Muséum national d'Histoire naturelle*. Patrimoines naturels 61, Paris, 171 p.

BISSARDON M., GUIBAL L. & RAMEAU J.-C., 1997 - CORINE Biotopes, version originale. Types d'habitats français. ENGREF-ATEN, 217 p.

Bulletin officiel (2010) - *Circulaire du 18 janvier 2010 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement*.

LAFOND P., AIRD A., BEUDIN T., LE FOULER A., LEVY W., ROMÉYER K., BELAUD A. & CAZE G., 2018 – *Catalogue des végétations de la Gironde. Synsystémique, répartition, écologie et cortège typique*. Conservatoire botanique national Sud-Atlantique. 209p.

LOUVEL-GLASER J. & GAUDILLAT V., 2015 - *Correspondances entre les classifications d'habitats CORINE Biotopes et EUNIS*. MNHN-DIREV-SPN, MEDDE, Paris, 119 p.

TISON J.-M. & de FOUCAULT B. (coords), 2014 – *Flora Gallica. Flore de France*. Ed. Biotope, Mèze, 1196 p.

Sites internet :

<http://sig.reseau-zones-humides.org/> : base de données cartographique des zones humides inventoriées et pré-localisées sur le territoire national. Dernière consultation le 11/03/2021.

<https://www.geoportail.gouv.fr/carte> : base de données cartographique des sols issus des référentiels régionaux pédologiques consultable sur geoportail. Dernière consultation le 11/03/2021.



Juin 2021